



# APASIC - ONG

**ENSEMBLE MOBILISONS LES BONNES VOLONTES**

AUTORISATION : N° 2000/438/MISAT/DC/DG/DAI/SAAP-ASSOC du 06/12/2000

N° 23/J.O. / page 1131 de la 111<sup>e</sup> année du 1<sup>er</sup> décembre 2000.

AUTORISATION : N° 2025/N°379/MISP/DC/SGM/DAIC/SACC/SA du 19-11-2025

N° 01/J.O. / pages 61 - 62 de la 137<sup>e</sup> année du 1<sup>er</sup> Janvier 20026.

Comptes bancaires N° 0100301380261527018 APASIC ONG NSIA BANQUE BENIN

REPUBLIQUE DU BENIN

## RAPPORT ANNUEL 2025 DES ACTIVITES DE APASIC ONG (EXECUTIONS ET PARTICIPATIONS)

BENIE - PAISIBLE - HEUREUSE

**APASIC ONG** (ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ACTION SOCIALE ET DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES)

Siège : Ensemble Multi-Secteurs  
Av. Ramon Vokontcha /  
Désert - Sokodé - Cotonou -  
Discipline - Professionnalisme -  
Transparence

Siège : Village Sahou Avodjihoué,  
Arrondissement de Sokodé, Commune de  
Djakandé, Département du  
Cotonou en République du Bénin.

Comptes bancaires N°  
0100301380261527018  
**APASIC ONG NSIA BANQUE  
BENIN**

Téléphones : (00229)  
0199349943  
0195532983 / 0196174095 /  
0149914579

E-mail : ong\_apasic@yahoo.fr,  
ong.apasic@gmail.com  
twitter.com/apasic\_ong  
twitter.com/APASICONG  
www.facebook.com/  
APASIC.ONG2000,  
Blog : www.ong-  
apasicbenin.blogspot.com  
www.apasic.org  
contact@apasic.org

**APASIC ONG**

Quelques images des activités de Projet PAFI Appui Com de l'ONG APASIC. Réalisé par GENE PANGASTO

**JANVIER À DÉCEMBRE 2025**

*Notre devise « Solidarité– Entraide– Discipline –Professionnalisme –Transparence. »  
Notre slogan « Ensemble, Mobilisons les Bonnes Volontés ! »*

**NOTRE MISSION** « Accompagner et appuyer les communautés, notamment les femmes rurales, à travers l'information, la sensibilisation, la formation, le renforcement de capacités, l'appui/conseil et la mobilisation sociale pour l'amélioration durable des conditions de vie.

**NOTRE VISION** « Contribuer à l'avènement d'une société béninoise pacifique, équitable et prospère, où les populations – en particulier les femmes et les jeunes en milieu rural – exercent pleinement leurs droits et renforcent leurs capacités pour un développement participatif et durable. »

**NOTRE BUT** «Promouvoir le développement social par des initiatives communautaires, l'entrepreneuriat inclusif et des actions sociales porteuses d'impact.

**Objectifs** (liste non limitative) :

- (i) organiser, former et accompagner des groupements (en particulier féminins) pour des activités génératrices de revenus ;
- (ii) développer des programmes d'éducation, de santé communautaire, de protection sociale, de promotion des droits humains et de protection de l'environnement ;
- (iii) mener des actions d'information, d'éducation et de communication (IEC/CCC) ;
- (iv) renforcer les capacités en gestion, leadership, gouvernance locale, égalité de genre et TIC;
- (v) faciliter l'accès à des mécanismes solidaires (épargne, microcrédit, mutuelles) dans le respect de la réglementation ;
- (vi) promouvoir la culture, le sport et la citoyenneté.

# SOMMAIRE

## *Introduction*

### *I- Activités réalisées*

### *II- Activités participatives*

### *III- Difficultés rencontrées et leçons apprises*

### *IV- Perspectives*

## *Conclusion*

## INTRODUCTION

L'Association pour la Promotion de l'Action Sociale et des Initiatives Communautaires (APASIC ONG) a consacré l'année écoulée à la consolidation de ses acquis et à la réponse aux défis urgents de ses bénéficiaires, tout en restant fidèle à sa MISSION « d'accompagner et d'appuyer les communautés, notamment les femmes rurales, à travers l'information, la sensibilisation, la formation, le renforcement de capacités, l'appui/conseil et la mobilisation sociale pour l'amélioration durable des conditions de vie.

L'année 2025 a été marquée par une intensification de nos actions sur le terrain, notamment à travers le projet PAEF Aya Gou pour l'autonomisation des femmes et la protection de l'environnement et l'organisation de la 10<sup>ème</sup> édition de l'U.Pe.B.E.D.Ha en faveur des enfants vulnérables du Couffo et de quelques orphelinats du Littoral.

Dans un contexte marqué par la promotion du genre et la sauvegarde de l'environnement, APASIC ONG a fait le choix stratégique de concentrer ses ressources humaines et financières sur une initiative à fort impact.

L'exercice 2025 a été porté par la mise en œuvre du projet PAEF Aya Gou (Promotion des Activités Economiques des Femmes pour l'éradication de la pauvreté) visant à contribuer à la réduction des inégalités de genre par l'autonomisation économique des Femmes dans la commune de Djakotomey d'ici 2026 en atteignant les Objectifs Spécifiques suivants : renforcer la capacité de 75 différentes femmes/filles, membres de 05 groupements, de la commune de Djakotomey sur diverses thématiques, d'ici 2026.

La mise en œuvre du PAEF-Aya Gou a permis de toucher directement femmes/filles 250 de 05 groupements (Nonvignon, Edrohoun, Yésulémin, Lonlongnon et Agnon) de 03 arrondissements, (Kokohoué, Sokouhoué et Adjintimey) dans 25 villages de la Commune de Djakotomey dans le Département du Couffo et indirectement, 1750 personnes à raison de 7 bénéficiaires indirects (conjoint, enfants, familles, ..., communauté) par 1 bénéficiaire direct.

Le présent rapport d'activités couvre la période de Janvier à Décembre 2025, dresse le bilan des réalisations, analyse les difficultés rencontrées et trace les perspectives de APASIC ONG pour l'année 2026.


I -) Concernant les activités initiées et exécutées, nous allons faire mention de trois (03) principalement. Il s'agit de :

- la conception d'affiches et leurs publication sur les réseaux sociaux le 08 Mars 2025 pour la CAMPAGNE NUMERIQUE de LA PRISE EN COMPTE DES DROITS DES FEMMES QUI SONT DES DROITS HUMAINS, dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme (JIF) 2025 sur le thème: « Pour toutes les femmes et les filles: Droit, Égalité, Autonomisation » et Réalisation des affiches et publication sur les réseaux sociaux pour les 16 jours d'activisme contre les VBG, la lutte pour les droits des personnes handicapées, la Journée Internationale des Femmes Rurales, la Journée Internationale des Jeunes Filles, les 25 ans de l'ONG APASIC le 06 Décembre 2025 ;

- Organisation de diverses activités du projet PAEF-Aya Gou (Promotion des Activités Economiques des Femmes pour l'éradication de la pauvreté) financé par l'Agence Française pour le projet FAME de l'ONG française GERES qui va durer 1 an ;
- Organisation de la 10<sup>É</sup> ÉDITION DU PROJET « UN PEU DEBONHEUR AUX ENFANTS VULNERABLES / DEMUNIS / HANDICAPES » (U.P.E.B.E.D.HA), DE APASIC-ONG EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION ACTION PARFAITE, LAS-ONG ET AUTRES ONGs ALLIEES, PLUS DE 1200 ENFANTS DE DU COUFFO, DE QUELQUES ORPHELINATS DU COUFFO ET DU LITTORAL (COTONOU) COMBLES DU SAMEDI 20 30 DECEMBRE AU 2025.

Il – Quant aux activités participatives, il s'agit des divers ateliers, réunions, séminaires de formation, séances de sensibilisation et la mise en œuvre des micros projets, auxquelles l'ONG APASIC a participé et qui sont initiées par les structures (réseaux) faïtières dont l'ONG APASIC est affiliée et financées par les Partenaires Techniques et Financiers des réseaux affiliés.

| I -) <u>ACTIVITES EXECUTEES (MENEES) PAR L'ONG APASIC</u> |  |   |
|---|--|---|
| DATE  | ACTIVITES EXECUTEES DETAILLEES / LIEU / PARTENAIRES  | QUELQUES IMAGES<br>(PLUS D'IMAGES ET VIDEOS, CONSULTEZ :<br><a href="http://www.facebook.com/APASIC.ONG2000,">www.facebook.com/APASIC.ONG2000,</a><br><a href="https://www.youtube.com/@apasicong3087">https://www.youtube.com/@apasicong3087</a><br><a href="https://twitter.com/apasic_ong">twitter.com/apasic_ong</a> <a href="https://twitter.com/ApasicOng">twitter.com/ApasicOng</a> ,<br><a href="https://www.instagram.com/ong_apasic">https://www.instagram.com/ong_apasic</a> ,<br>Blog: <a href="http://www.ong-apasicbenin.blogspot.com">www.ong-apasicbenin.blogspot.com</a> ,<br><a href="http://www.apasic.org">www.apasic.org</a> |
| Janvier à<br>Décembre<br>2025                             | Publication des rapports d'activité 2024 et de diverses actions de l'ONG APASIC, demandes de partenariats, subventions, soumissions aux appels à projets... par mails, sur blog et profils des réseaux sociaux   |   |
| Décembre 2024 à<br>Mars 2025                              | <b>Décembre 2024 à Mars 2025 :</b><br>Soumission d'un projet de l'ONG APASIC à l'appel à soumission lancé par le Proje FAME de Geres, suite à l'atelier de présentation et de lancement du Projet FAME (FEMINISMES : ACTIONS ET MOBILISATION POUR UNE ECONOMIE INCLUSIVE) de GERES (La Solidarité Climatique en Action), le vendredi 18 octobre 2024 à l'hôtel Le Pantagruel à Cotonou, auquel a participé l'ONG APASIC représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, la Présidente du C.A.  |   |
| 08/03/25  | CAMPAGNE NUMERIQUE SUR LES RESEAUX SOCIAUX POUR LA PRISE EN COMPTE DES DROITS DES FEMMES QUI SONT DES DROITS HUMAINS; Dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme (JIF) 2025 sur le thème: « Pour toutes les femmes et les filles: Droit, Égalité, Autonomisation ».  |   |
|   |  |   |
| 19 Mars   | Retour favorable du partenaire Geres Bénin, à la soumission du projet de l'ONG APASIC au premier appel à manifestation d'intérêt du Projet FAME et son souhait d'un grand succès dans la mise en oeuvre du Projet dénommé <b>PAEF-Aya Gou (Promotion des Activités Economiques des Femmes pour l'éradication de la pauvreté)</b> .<br>Le projet <b>PAEF-Aya Gou</b> qui va durer 1 an, vise à contribuer à la réduction des inégalités de genre par l'autonomisation économique des Femmes dans la commune de Djakotomey d'ici 2026 en atteignant les Objectifs Spécifiques suivants :<br>renforcer la capacité de 75 différentes femmes/filles, membres de 05 groupements, de la commune de Djakotomey sur diverses thématiques, d'ici 2026 ;<br>améliorer les conditions socio-économiques de 250 femmes/filles des 05 groupements à vocation agricole et économique de la commune de Djakotomey d'ici 2026 ;<br>améliorer les connaissances de 50 hommes et femmes leaders d'opinions à divers niveaux des 10 arrondissements de Djakotomey, sur une meilleure prise en compte du GENRE dans les politiques locales d'ici 2026. |   |

|                |   |
|----------------|---|
| <b>22 Mars</b> | <p>Rencontre avec les groupements bénéficiaires du projet* *PAEF-Aya Gou* *dans la commune de Djakotomey</p> <p>L'Association pour la Promotion de l'Action Sociale et l'Initiative Communautaire (APASIC), une ONG dirigée par Mme ZOTTO Assiba Solange, et représentée en cette occasion par son collaborateur Charlemagne DANSOU, a organisé une rencontre avec les groupements bénéficiaires du projet PAEF-Aya Gou.</p> <p>Le 22 mars 2025 à 12h, l'animateur communautaire Charlemagne DANSOU s'est rendu au village de Sokouhoué-Centre, hameau Djakpahoué, afin d'échanger avec les cinq membres du bureau du groupement local.</p> <p>Lors de cette rencontre, plusieurs points essentiels ont été abordés :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La disponibilité des membres, tant du bureau que des autres adhérents du groupement.</li> <li>2. L'identification d'un terrain cultivable, destiné à la formation sur les techniques de maraîchage.</li> <li>3. La mise en place d'un site de gestion des déchets, facilitant l'apprentissage de la fabrication d'engrais biologiques.</li> </ol> <p>Les bénéficiaires, ravis de cette initiative, ont exprimé leur profonde gratitude à la coordonnatrice de l'ONG et, tout particulièrement, au partenaire financier, dont l'engagement renouvelé contribue à l'autonomisation économique des femmes de la localité.</p> <p>Cellule de communication – APASIC ONG</p> <p>La deuxième rencontre dans la même journée s'est tenue à 15h à Adjintimey avec le groupement dénommé AGNON. On s'est entretenu sur les mêmes points.</p> <p>Les rencontres se sont bien passées dans l'ambiance.</p> |
|                |    |

**AVRIL A DECEMBRE 2025**

### LES DIVERSES ACTIVITES DU PROJET PAEF AYA GOU

Rappelons que le projet PAEF-Aya Gou a œuvré pour contribuer à la réduction des inégalités de genre par la Promotion des Activités Economiques des Femmes à Djakotomey en des renforcements de capacités de 75 «différentes femmes» sur diverses thématiques à savoir : 1 - la vie associative, la gestion administrative et financière de groupements, la gestion des crédits-risques-pertes-conflits ; la mobilisation de ressources (recherche et négociation), le plaidoyer pour la prise en compte du GENRE dans les politiques locales ; les techniques entreposage, de conservation; 2 - meilleures techniques de « fabrication de foyers améliorés multi-marmites, transformation et conservation des aliments agricoles ; 3 - techniques de maraîchage, de culture hors sol, le tri des déchets et la production de compost ; 4 – les notions du Plaidoyer et sensibilisation ; suivi des 05 visites d'échanges pratiques et discussions inter groupements, de la mise en œuvres des formations reçues, des restitutions des formations au sein des groupements, de l'évaluation des différentes

formations ; de la célébration de 02 Journées Internationales de la femme (8 mars et 15 octobre) ; de l'acquisition et remise de matières premières et de matériels agricoles aux 05 groupements ; du lancement de la foire communale d'exposition et ventes des produits des 05 groupements.

**Vendredi 18 Avril 2025**

### **ACTIVITE 1 : ATELIER DE LANCEMENT DU PROJET**

Cette activité a marqué le démarrage officiel du projet PAEF. Elle a réuni les parties prenantes locales une cinquantaine, notamment les autorités communales, les représentants des groupements de femmes, les bénéficiaires directes et l'équipe technique. L'objectif était de présenter les objectifs, les résultats attendus et le plan de mise en œuvre. Cet atelier a permis de susciter l'adhésion et l'implication communautaire et de mobiliser les acteurs pour un engagement collectif.

#### **Quelques images de l'Activité 1 : Atelier de Lancement du projet**



Photo de famille



membres du Comité de Pilotage



Le présidium



la salle



Coordonnatrice et Responsable Financier



Salle



Coupages de presse



**Du 22 au 23 Avril : Renforcement de capacités du partenaire FAME / GERES**

Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO et Mr Mahouto Priscil NOUMAGNON à l'atelier de lancement des projets des OSC soutenues par FAME Bénin, à l'hôtel Sossa de Cotonou.

Les grandes lignes :

Jour 1 : Interconnaissance et gestion de projet

- ✓ Introduction générale ; Atelier d'interconnaissance entre les OSC - synergie entre les projets ; Introduction au suivi évaluation et travaux de groupe sur les cadres logiques des projets des OSC ; Restitution ; Présentation du cadre de communication et de capitalisation de FAME ; Présentation du modèle de rapport d'activité ; Présentation du plan de renforcement de capacités ; Post-test

## Jour 2 : Gestion administrative et financière de projet

- ✓ Pré-test –présentation des clauses contractuelles du partenariat–Présentation des procédures administratives et comptables ; Présentation du modèle de rapport financier ; Foire aux questions ; Post-test et clôture de l’atelier

- Les mots de bienvenu du Modérateur, Mr Osée COLIKO,  
- discours de la Chargée de Mission Mme Estelle SEGLA, représentante du Responsable Pays de Gérès, Mr Noé COURVALLET

Les présentations du 1<sup>er</sup> jour sont animées par Mme Estelle SEGLA et celles du 2<sup>ème</sup> jour par ler RAF de Gérès / FAME Mr EPKINDA Hugues.

### Quelques images de l’Activité





Les 05, 06 et 07 Mai 2025

## ACTIVITE 2 : 1ER ATELIER DE RENFORCEMENT

La session de formation a été réalisée à l'intention de 25 femmes et /ou filles issues de 5 groupements agricoles et économiques. Les modules dispensés ont porté sur la vie associative, la gestion administrative et financière, la gestion des crédits, risques, pertes et conflits, la recherche et la mobilisation de ressources, le genre et le plaidoyer. Cette formation a permis de doter les participantes de compétences organisationnelles et sociales.

### Quelques images de l'Activité 2 : 1er Atelier de renforcement



1<sup>er</sup> jour :

photos de familles et en salles

les responsables des 05 groupements



En salle : formateur, modératrice, Coordonnatrice, bénéficiaires face au prétest



2è jour : En salle : formateur, modérateur, RAF, Bénéficiaires, formateur, traducteur, modérateur.



3è jour : photo de famille, en salle, formatrice, modérateur, bénéficiaires en prétest de la formatrice  
Formatrice, modérateur, RAF, Coordonnatrice, bénéficiaires en atelier animé de la formatrice

Les 12, 13, 14, 19 et 22 mai 2025

### ACTIVITE 3 : RESTITUTIONS DU 1<sup>ER</sup> ATELIER DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

5 séances de restitutions du 1<sup>er</sup> Atelier de renforcement de capacités sur la vie associative, la gestion administrative et financière, la gestion des crédits, risques, pertes et conflits, la recherche et la mobilisation de ressources, le genre et le plaidoyer ont été réalisées. Ces séances ont été animées par les femmes formées elles-mêmes dans leurs groupements et communautés. Elles ont permis de sensibiliser, d'informer et de former 260 femmes membres des 05 groupements agricole et économique de 03 arrondissements de Djakotomey, créant ainsi un effet multiplicateur.

#### Quelques images de l'Activité 3 : RESTITUTIONS du 1<sup>er</sup> Atelier de renforcement de capacités



Restitution au sein du groupement Agnon à Adjintimey



Restitution au sein du groupement Edrohoun à Avodjihoué



Restitution au sein du groupement Lonlongnon à Tokpohoué – Photo de famille avec le Conseil du CV



Restitution au sein du groupement Nonvignon à Kokohoué



Restitution au sein du groupement Yésulémin à Djakpahoué

Les 16, 17, 18, 19 et 20 Juin 2025

## ACTIVITE 4 : 2<sup>EME</sup> ATELIER DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

La session de formation a été réalisée à l'intention de 25 femmes et /ou filles issues de 5 groupements agricoles et économiques. Les modules dispensés ont porté sur les meilleures techniques de fabrication de foyers améliorés multi-marmites à base d'argile et de charbons écologiques. Cette formation a permis de doter les participantes de compétences théorique et pratique nécessaires pour la fabrication du charbon écologique et de la fabrication de foyers améliorés en argile pour faire face aux enjeux de l'entrepreneuriat féminin et de la préservation de l'environnement.

### Quelques images de l'Activité 4 : 2<sup>ème</sup> Atelier de renforcement de capacités



1<sup>er</sup> Jour : formations théoriques de fabrication du charbon écologique et des foyers améliorés en argile.







Préparation finale de la formation en fabrication des foyers améliorés en argiles : cuisson après 4 jours de séchage au soleil.

Posttest de la formation



19 Juin 2025

### ACTIVITE 5 : ATELIER DE PLAIDOYER ET SENSIBILISATION PAR LES FEMMES/FILLES RENFORCEES

La sensibilisation et plaidoyer menées par les femmes elles-mêmes (10 des 25 femmes/filles renforcées au cours du 1<sup>er</sup> Atelier) bénéficiaires du projet PAEF a permis à ces femmes de porter ensemble une voix forte et claire sur les questions essentielles : le rôle central que jouent les femmes dans le développement local, les violences basés sur le genre, l'autonomisation des femmes et la promotion d'une meilleure connaissance et du respect des droits fondamentaux, de faire des propositions concrètes, de transmettre leur memorandum à l'autorité locale après lecture.

#### Quelques images de l'Activité 5 : Atelier de plaidoyer et sensibilisation par les femmes/filles renforcées



Organisation et distribution des rôles aux femmes/filles pour la sensibilisation et plaidoyer



2<sup>e</sup> Adjointe au Maire et les Chefs d'Arrondissements

les participant-e-s



Allocution de la Coordinatrice, sensibilisation par les bénéficiaires renforcées, participant-e-s



Quelques images de l'Activité 6 : Restitutions théoriques du 2<sup>ème</sup> Atelier de renforcement de capacités



Restitution au sein du groupement Edrohoun



Pré Restitution au sein du groupement Nonvignon



Restitution au sein du groupement Lonlongnon



Restitution au sein du groupement Yésulémin



Restitution au sein du groupement Agnon



Restitution au sein du groupement Nonvignon

28 Juin 2025

### ACTIVITE 7 : REVUE TRIMESTRIELLE DU COMITE DE PILOTAGE

La revue trimestrielle a été organisée avec le comité de pilotage afin d'évaluer l'état d'avancement du projet. Cette séance a permis de faire le point sur les activités réalisées, identifier les défis rencontrés, proposer les ajustements pour la suite de la mise en œuvre. Les membres de comité ont réaffirmé leur engagement à accompagner les étapes suivantes.

#### Quelques images de l'Activité 7 : REVUE trimestrielle du comité de pilotage



**ACTIVITE 8 : Renforcement de capacités sur les techniques de maraîchage, de culture hors sol, les méthodes de fertilisation bio, la gestion de l'eau, les techniques de lutte biologique contre les ravageurs et les maladies, la protection des cultures, les stratégies de commercialisation des produits maraîchers, le tri des déchets et la production de compost.**

Au cours du deuxième trimestre, le projet PAEF a consolidé les acquis du premier trimestre et renforcé l'implication des femmes dans la mise en œuvre. Un atelier de renforcement de capacités sur les techniques améliorées de maraîchage de culture hors sol, les méthodes de fertilisation bio, la gestion de l'eau, les techniques de lutte biologique contre les ravageurs et les maladies, la protection des cultures, les stratégies de commercialisation des produits maraîchers, le tri des déchets et la production de compost. a été organisé au profit de 25 femmes issues des cinq groupements ciblés. L'activité a permis de doter les participantes de connaissances théoriques sur les fondements du maraîchage durable, de la culture hors-sol, et de la fertilisation biologique, de les former aux techniques pratiques de culture maraîchère, à la production et à l'utilisation de compost, ainsi qu'aux méthodes de lutte biologique contre les ravageurs et maladies, de les initier à une gestion durable de l'eau et à la protection des cultures, et de les outiller sur les stratégies locales de commercialisation des produits maraîchers, de tri des déchets agricoles et de valorisation économique des sous-produits

**Quelques images de l'Activité 8 : Renforcement de capacités sur les techniques de maraîchage, de culture hors sol, les méthodes de fertilisation bio, la gestion de l'eau, les techniques de lutte biologique contre les ravageurs et les maladies, la protection des cultures, les stratégies de commercialisation des produits maraîchers, le tri des déchets et la production de compost.**





Les 22, 24, 26, 28 et 30 août 2025

**ACTIVITE 9 : RESTITUTIONS DU 3<sup>EME</sup> ATELIER DE RENFORCEMENT DE CAPACITES**  
**sur les techniques de maraîchage, de culture hors sol, les méthodes de fertilisation bio, la**  
**gestion de l'eau, les techniques de lutte biologique contre les ravageurs et les maladies, la**  
**protection des cultures, les stratégies de commercialisation des produits maraîchers, le tri des**  
**déchets et la production de compost.**

5 séances de restitutions du 3<sup>e</sup> Atelier de renforcement de capacités sur les techniques de maraîchage, de culture hors sol, les méthodes de fertilisation bio, la gestion de l'eau, les techniques de lutte biologique contre les ravageurs et les maladies, la protection des cultures, les stratégies de

commercialisation des produits maraîchers, le tri des déchets et la production de compost ont été réalisées. Ces séances ont été animées par les femmes formées elles-mêmes dans leurs groupements et communautés. Elles ont permis de doter plus de 250 femmes membres des 05 groupements agricole et économique de 03 arrondissements de Djakotomey des compétences théorique et pratique nécessaires du maraîchage, de la culture hors sol, des méthodes de fertilisation bio, de la gestion de l'eau, des techniques de lutte biologique contre les ravageurs et les maladies, de la protection des cultures, des stratégies de commercialisation des produits maraîchers, du tri des déchets et de la production de compost face aux enjeux de l'entrepreneuriat féminin et de la nutrition saine, de la préservation de l'environnement, créant ainsi un effet multiplicateur.

**Quelques images de l'Activité 9 : Restitutions théoriques du 3<sup>ème</sup> Atelier de renforcement de capacités**



Restitution au sein du groupement Edrohoun



Restitution au sein du groupement Lonlongnon



Restitution au sein du groupement Nonvignon



Restitution au sein du groupement Yésulémin



Restitution au sein du groupement Agnon

Dans le cadre de sa mise en œuvre, trois (3) sessions de renforcement de capacités ont été organisées au profit des femmes et filles leaders issues des groupements agricoles et économiques. Ces formations ont permis de développer des connaissances pratiques et théoriques sur la gestion de la vie associative, la gestion financière et administrative, la gestion des conflits, la mobilisation des ressources, les techniques de production de foyers améliorés en argiles, de charbons écologiques à base de déchets agricoles, les techniques agricoles innovantes, la fertilisation biologique, la gestion de l'eau, le compostage et la production maraîchère.

Certaines thématiques transversales essentielles, notamment la nutrition infantile, l'hygiène, l'équilibre alimentaire, le dialogue parent enfant constituent des leviers majeurs pour améliorer les conditions de vies des ménages et l'autonomisation des femmes.

C'est dans ce cadre qu'il est prévu l'organisation de cinq (5) visites d'échanges pratiques et de discussions inter groupement. Ces visites poursuivent un double objectif :

- Consolider et valoriser les acquis agricoles en permettant aux groupements de partager leurs expériences, de présenter les progrès réalisés et de réfléchir collectivement aux solutions des difficultés rencontrées,
- Introduire et développer les thématiques transversales à travers des séances d'échanges pratiques et interactives, afin de renforcer le bien-être des familles et la résilience communautaire.

Ces rencontres serviront non seulement de cadre d'apprentissage mutuel et de partage d'expériences entre groupements, mais également d'opportunité pour élargir le champ des connaissances et pratiques des femmes et filles au-delà de l'agriculture.

En favorisant une approche participative et inclusive, ces visites contribueront à créer une plateforme vivante de dialogue inter groupement, à renforcer la solidarité et la cohésion sociale, et à assurer une meilleure appropriation des acquis du projet par les bénéficiaires elles-mêmes.

## THEMATIQUES PAR VISITES

### Visite 1 : Autonomisation et leadership féminin

- Droits fondamentaux des femmes et lutte contre les VBG
- Leadership communautaire et prise de parole en public
- Solidarité inter groupement et entraide
- Education des filles et maintien scolaire

### Visite 2 : Citoyenneté et environnement

- Rôle des femmes dans la préservation de l'environnement
- Contribution des femmes à la cohésion sociale et au développement local

### Visite 3 : Economie locale et Agriculture

- Stratégies de commercialisation des produits agricoles
- Epargne communautaire

### Visite 4 : Vie familiale et sociale

- Communication dans le couple et la famille
- Equilibre alimentaire et rôle de la femme dans la sécurité alimentaire
- Dépistage du cancer du sein
- Dialogue parents – enfants

### Visite 5 : Santé et bien être

- Santé de la reproduction et santé sexuelle (grossesse saine, avortement sécurisé, planning familial, suivi prénatal et postnatal)
- Nutrition infantile (allaitement exclusif, diversification alimentaire, prévention de la malnutrition)
- Hygiène et assainissement (lavage des mains, eau potable, hygiène menstruelle)
- Prévention des maladies courantes (paludisme, IST, anémie, etc....)

### Quelques images de l' ACTIVITE 10 : VISITES INTER GROUPEMENTS



1<sup>ère</sup> visite au groupement Nonvignon de Kokohoué



2<sup>ème</sup> visite au groupement Edrohoun de Avodjihoué





3<sup>ème</sup> visite au groupement Agnon de Adjintimey



4<sup>ème</sup> visite au groupement Lonlongnon de Tokpohoué



5<sup>ème</sup> visite au groupement Yésulémin de Djakpahoué

### ACTIVITÉ : DIVERS TRAVAUX PRATIQUES AU SEIN DES GROUPEMENTS

Dans le cadre de sa mise en œuvre, trois (3) sessions de renforcement de capacités ont été organisées au profit des femmes et filles leaders issues des groupements agricoles et économiques de la commune de Djakotomey. Ces formations ont permis de renforcer leurs compétences théoriques et pratiques dans plusieurs domaines clés :

- la gestion de la vie associative,
- la gestion administrative et financière,
- la gestion des conflits et la cohésion interne,
- la mobilisation des ressources,
- la fabrication de foyers améliorés en argile,
- la production de charbon écologique à base de déchets agricoles,

- les techniques agricoles innovantes,
- la fertilisation biologique,
- la gestion rationnelle de l'eau,
- le compostage,
- et la production maraîchère.

À la suite de ces sessions, des activités pratiques sont menées au sein de chaque groupement afin de permettre aux bénéficiaires d'appliquer les connaissances reçues. Pour accompagner cette dynamique, l'équipe du projet réalise des **visites régulières de suivi et d'encadrement**.

Ces visites ont pour objectifs de :

- **Accompagner les femmes** dans la mise en pratique des compétences acquises durant les trois formations ;
- **Vérifier le niveau d'appropriation** des techniques enseignées (maraîchage, compostage, foyers améliorés, charbons écologiques, etc.) ;
- **Identifier les difficultés rencontrées** par les groupements dans l'application des nouveaux outils et techniques ;
- **Fournir des orientations techniques** nécessaires pour améliorer la qualité des productions et optimiser les résultats ;
- **Encourager la cohésion interne** et l'organisation collective au sein des groupements ;
- **Renforcer la motivation** des femmes à travers un encadrement de proximité ;
- **Suivre la progression des initiatives économiques** initiées par les femmes (maraîchage, transformation, fabrication de foyers, etc.) ;
- **Documenter les bonnes pratiques** et les acquis pour la capitalisation du projet.

## QUELQUES IMAGES DES ACTIVITÉS : DIVERS TRAVAUX PRATIQUES AU SEIN DES GROUPEMENTS (Voir driver et liens de publications)

25 octobre 2025

**ACTIVITE 11 : CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES RURALES POUR RENDRE HOMMAGE AUX ACTRICES DE DEVELOPPEMENT QUI PAR LEUR TEMERITE, ŒUVRENT POUR UNE COMMUNAUTE PROPRE, FORTE ET SAIN A TRAVERS UNE ALIMENTATION SAIN ET UN ENVIRONNEMENT PROPRE.**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet PAEF « Aya Gou », qui œuvre pour la promotion de l'autonomisation économique et du leadership féminin en milieu rural, la célébration de la JIFR 2025 constitue un moment fort de visibilité, de reconnaissance et de partage d'expériences entre les bénéficiaires du projet et les acteurs locaux du développement.

Placée sous le thème : « **Femmes rurales : actrices d'une communauté propre, forte et saine** », cette édition vise à rendre hommage aux femmes rurales de Djakotomey qui, par leur détermination et leur esprit d'innovation, contribuent à bâtir un environnement plus propre, une alimentation plus saine et une économie locale plus résiliente. À cet effet, la célébration sera marquée par un Concours Culturel d'Animation Folklorique regroupant les différents groupements de femmes bénéficiaires du projet. Ce concours permettra de mettre en valeur les expressions culturelles locales, tout en servant de cadre d'éducation communautaire autour des thèmes du développement durable, de la solidarité et de l'autonomisation féminine. Les chants, danses, sketches et poèmes présentés par les femmes illustreront leur engagement citoyen et leur fierté identitaire, tout en sensibilisant la population aux valeurs promues par le projet. Cette célébration vise également à renforcer la cohésion entre les groupements, à favoriser la reconnaissance institutionnelle des efforts consentis par les femmes rurales et à mobiliser les partenaires techniques et financiers

autour de leur cause. Elle constitue ainsi une opportunité stratégique de visibilité, de plaidoyer et de capitalisation des acquis du projet PAEF Aya Gou, tout en consolidant la dynamique communautaire initiée depuis son lancement.

**Quelques images de l'Activité 10 : CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES RURALES POUR RENDRE HOMMAGE AUX ACTRICES DE DEVELOPPEMENT QUI PAR LEUR TEMERITE, ŒUVRENT POUR UNE COMMUNAUTE PROPRE, FORTE ET SAINE A TRAVERS UNE ALIMENTATION Saine ET UN ENVIRONNEMENT PROPRE.**



VUE d'ensemble des membres représentantes des groupements bénéficiaires, des autorités, sages, époux et équipe de projet



VUE du Maire Ulrich Janvier SOKEGBE

VUE du Comité de jury/remise



VUE D'ENSEMBLE

*(L'ensembles des images sont dans le driver, sur [twitter.com/apasic\\_ong](https://twitter.com/apasic_ong) [twitter.com/ApasicOng](https://twitter.com/ApasicOng), [www.facebook.com/APASIC.ONG2000](https://www.facebook.com/APASIC.ONG2000), [www.apasic.org](https://www.apasic.org), et les vidéos sur <https://www.youtube.com/@apasicong3087>)*

**23 Décembre 2025**

**ACTIVITE 12 : Cérémonie de remise de matières premières et de matériels agricoles et commerciaux aux 05 groupements à vocation agricole/commerciale.**

Pour permettre aux bénéficiaires du projet PAEF Aya Gou de traduire les acquis des différentes formations en pratiques concrètes et génératrices de revenus, il est indispensable de mettre à leur disposition des intrants de production et des outils adaptés. C'est dans cette perspective que le projet organise une cérémonie officielle de remise de matières premières et de matériels agricoles et commerciaux aux cinq groupements bénéficiaires du projet PAEF Aya Gou.

Cet appui vise à :

- Renforcer l'autonomie économique des femmes et filles à travers la mise en place d'activités productives viables et durables.
- Favoriser l'application pratique des compétences acquises lors des ateliers de renforcement de capacités.
- Soutenir la productivité agricole et commerciale en dotant les groupements de ressources adaptées à leurs besoins spécifiques.
- Accroître la visibilité et la crédibilité du projet PAEF auprès des communautés, autorités locales et partenaires.

La cérémonie de remise constitue donc une étape clé du projet, car elle symbolise la concrétisation des efforts de formation et l'engagement du projet à accompagner les bénéficiaires dans un processus global de transformation économique et sociale. Elle permettra également de mobiliser les parties prenantes locales, de valoriser le leadership féminin et de stimuler la solidarité inter groupement dans la dynamique de développement communautaire.

**Quelques images de l'Activité 11 : Cérémonie de remise de matières premières et de matériels agricoles et commerciaux aux 05 groupements à vocation agricole/commerciale.**



**VUE D'une machine à vanné et à traité l'arachide estampillée, des machines et divers matériels**



**VUE des machines, divers matériels et autorités présentes pour la remise**



VUES des remises aux groupements et des fonds de matières premières – teste des machines



VUE d'ensemble, bénéficiaires, autorités, équipe de projet.

## ACTIVITÉ : DIVERS TRAVAUX PRATIQUES AU SEIN DES GROUPEMENTS

À l'issue de la JIFR et de la remise, des activités pratiques sont menées au sein de chaque groupement afin de permettre aux bénéficiaires d'appliquer les connaissances reçues. Pour accompagner cette dynamique, l'équipe du projet réalise des **visites régulières de suivi et d'encadrement**.

Ces visites ont pour objectifs de :

- **Accompagner les femmes** dans la mise en pratique des compétences acquises durant les trois formations ;
- **Vérifier le niveau d'appropriation** des techniques enseignées (maraîchage, compostage, foyers améliorés, charbons écologiques, etc.) ;
- **Identifier les difficultés rencontrées** par les groupements dans l'application des nouveaux outils et techniques ;
- **Fournir des orientations techniques** nécessaires pour améliorer la qualité des productions et optimiser les résultats ;
- **Encourager la cohésion interne** et l'organisation collective au sein des groupements ;
- **Renforcer la motivation** des femmes à travers un encadrement de proximité ;
- **Suivre la progression des initiatives économiques** initiées par les femmes (maraîchage, transformation, fabrication de foyers, etc.) ;
- **Documenter les bonnes pratiques** et les acquis pour la capitalisation du projet.

## QUELQUES IMAGES DES ACTIVITÉS : DIVERS TRAVAUX PRATIQUES AU SEIN DES GROUPEMENTS

### MARAICHAGE, RECOLTES, CHARBONS ECOLOGIQUES, FOYERS EN ARGILE, CPCF ET DIVERS TRAVAUX AU SEIN DE AGNON





**TRAVAUX DE MARAICHAGE, RECOLTES AU SEIN DE AGNON**



**VISITE DE L'EQUIPE DE PROJET AU SEIN DE AGNON LORS DES TRAVAUX DE MARAICHAGE ET DE RECOLTES**



VISITE DE L'EQUIPE DE PROJET AU SEIN DE AGNON LORS DES TRAVAUX FABRICATION DE CHARBONS ECHOLOGIQUES



VISITE DE L'EQUIPE DE PROJET AU SEIN DE AGNON LORS DES TRAVAUX FABRICATION DE FOYERS



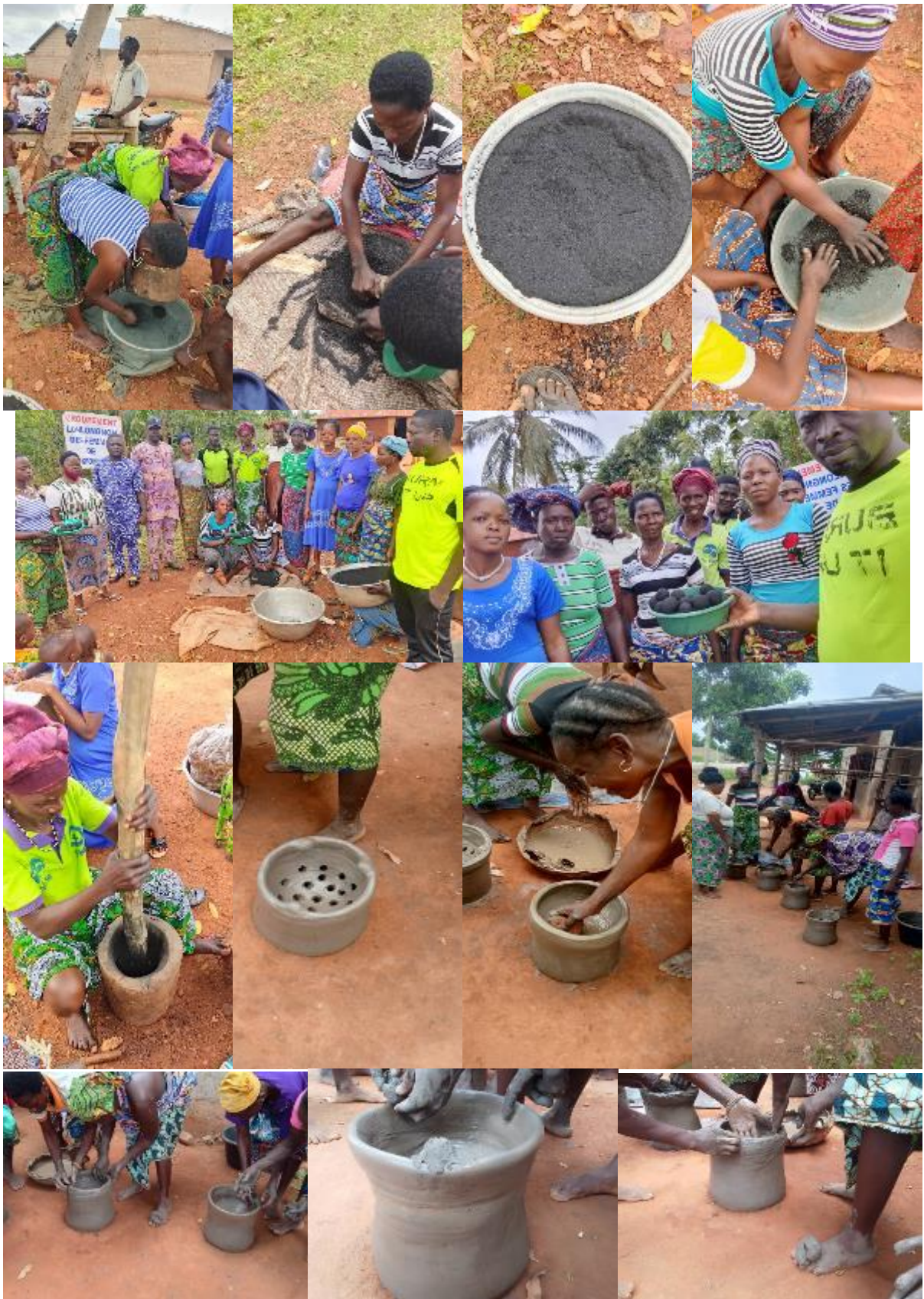
Groupement AGNON DE  
**Adjintimey**



ENTRETIEN DE L'ARRONDISSEMENT DE ADJINTIMEY PAR AGNON



**TRAVAUX DE MARAICHAGE, RECOLTES AU SEIN DE LONLONGNON**



**TRAVAUX DE FABRICATION DE CHARBONS ECOLOGIQUES ET DES FOYERS EN ARGILE AU SEIN DE LONLONNON**



## Groupement Lonlongnon de TOKPOHOUE



ENTRETIEN DE L'ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE TOKPOHOUE PAR LONLONGNON



**TRAVAUX DE  
MARAICHAGE  
ET RECOLTES  
AU SEIN DE  
EDROHOUN**



**Différentes étapes de transformation d'arachide en huile et galettes au sein de Edrohoun**

*Différentes étapes de transformation d'arachide en huile et galettes au sein de Edrohoun*



**Travaux d'entretien des places publiques et de l'EPP de Sokouhoué dans le cadre de l'initiative CPCF par les membres de Edrohoun**

*Travaux d'entretien des places publiques et de l'EPP de Sokouhoué dans le cadre de l'initiative CPCF par les membres de Edrohoun*

**MARAICHAGE, RECOLTES, FABRICATION DES CHARBONS ECOLOGIQUES, DES FOYERS EN ARGILE ET DU COMPOST AU SEIN DE NONVIGNON**



**Visite de suivi,  
travaux de  
maraichage et 1<sup>ère</sup>  
récolte au sein de  
Yésulémin**

**Visite de suivi, travaux de maraichage et 1<sup>ère</sup> récolte au sein de Yésulémin**



**Travaux de maraichage, de fabrication de  
composts au sein de Nonvignon**

**Travaux de maraichage, de fabrication de composts au sein de Nonvignon**



**Travaux de maraichage et de récolte au sein de Nonvignon**

Travaux de maraichage et de récolte au sein de Nonvignon

**Les 14–15 novembre 2025**

**VISITE DE LA CHARGÉE DE MISSION DE GERES**

Dans le cadre du suivi de mise en œuvre du Projet PAEF Aya Gou, financé par le projet FAME de GERES et l'AFD, et mis en œuvre par l'ONG APASIC sous l'accompagnement technique de Gères, une mission de terrain a été réalisée par Madame Estelle SEGLA, Chargée de Mission de FAME/Gères, les 14 et 15 novembre 2025, auprès des cinq groupements bénéficiaires répartis dans 3 arrondissements de Djakotomey - Couffo.

L'objectif principal est :

- ✓ d'apprécier le niveau d'appropriation des diverses techniques de renforcement de capacités par les femmes ;
- ✓ de collecter des témoignages individuels et collectifs ;
- ✓ de vérifier la mise en œuvre réelle des activités sur les différents sites ;
- ✓ d'identifier les difficultés rencontrées et les résultats inattendus ;
- ✓ de constater la mobilisation communautaire et institutionnelle autour du projet.

La mission a été conduite avec la présence permanente :

- ✓ de Madame Assiba Solange ZOTTO, Coordinatrice du projet ;
- ✓ de M. Mahuto Priscil NOUMAGNON, Responsable Administratif, Financier, Suivi et Apprentissage ;
- ✓ des Agents de Suivi : Charlemagne DANSOU, TEME-YAKOU, Jean NOUMAGNON.

**1-Première étape : Groupement Agnon (Adjintimey)**

La mission a démarré par un accueil chaleureux du groupement Agnon, en présence des sages, chefs de village et conseillers.

Activités observées :

- \* Questionnements pour évaluer le niveau de compréhension des formations ;
- \* Mise en situation du processus de production de foyers améliorés à base d'argile;
- \* Témoignages individuels et collectifs ;
- \* Visite du site de maraîchage (plus de 5 carrées de divers légumes : crinclin, tomates, piment, etc.);
- \* Constats de ventes déjà réalisées et d'un impact direct sur la sécurité alimentaire du village.

Résultat inattendu :

Le fils de la Présidente du groupement, inspiré par les pratiques du maraîchage transmises aux femmes, a établi ses propres pépinières et tire déjà des bénéfices de la production. Un impact intergénérationnel notable. La délégation a quitté Adjintimey pour Tokpohoué.

### 2-Deuxième étape : Groupement Lonlongnon (Tokpohoué)

À Tokpohoué, les femmes étaient en pleine production de charbon à base de déchets agricoles et de foyers en argile.

Observations clés :

- \* Démonstration du processus complet de production du charbon biologique ;
- \* Témoignages et échanges individuels ;
- \* Visite de deux sites de maraîchage productifs ;
- \* Forte mobilisation des autorités locales et chefs de village. La délégation a quitté Tokpohoué pour Fongbadja/Kokohoué.

### 3-Troisième étape : Groupement Nonvignon de Kokohoué (Fongbadja)

Malgré l'heure tardive, les femmes et les autorités attendaient massivement la délégation.

Points saillants :

- \* Accueil enthousiaste et interventions des autorités locales ;
- \* Témoignages individuels et doléances ;
- \* Démonstration de la dernière étape de fabrication des foyers améliorés (phase de brûlage), une étape très impressionnante ;
- \* Présentation du gari transformé localement, jugé de très bonne qualité par les membres de la délégation et surtout la Chargée de Mission.

Difficulté majeure identifiée :

- \* Le manque d'eau : les femmes parcourent 2–3 km pour se procurer de l'eau payante, rendant difficile l'irrigation des cultures. La délégation a pris la route pour Avodjihoué.

### 4-Quatrième étape : Groupement Edrohoun (Avodjihoué-Sokohoué)

Arrivée tardive mais mobilisation exceptionnelle des femmes, hommes et autorités.

Constatations :

- \* Questions de compréhension et échanges individuels approfondis ;
- \* Témoignages sur les transformations : galettes d'arachides, huile, dérivés ;
- \* Forte participation communautaire malgré l'heure avancée.

Besoins exprimés :

- \* Un espace agricole dédié au maraîchage, le site actuel étant insuffisant. La visite physique des sites a été reportée au lendemain.

#### 5-Suite de la mission le 15 novembre : visites complémentaires

Le lendemain très tôt, la mission a repris à Avodjihoué pour :

- \* la poursuite des témoignages individuels ;
- \* la visite du site de production du groupement ;
- \* la démonstration de fabrication du biopesticide à base de feuilles de neem ;
- \* la démonstration de la production du compost et de son utilisation ;
- \* constat de ventes réalisées durant la mission.

Ces démonstrations confirment la bonne appropriation des formations techniques par les femmes.

#### 6-Dernière étape : Groupement Yésulémin (Djakpahoué)

À 10h, la délégation a été accueillie par quelques femmes du groupement Yésulémin (la majorité étant partie aux champs car ayant attendu la veille toute la journée en vain.)

Activités réalisées :

- \* Recueil des témoignages individuels ;
- \* Visite du site de maraîchage ;
- \* Exposition des productions : foyers améliorés, charbon, produits individuels.

Malgré un nombre réduit de participantes, la qualité du travail observé a été très appréciée.

#### 7-Débriefing au siège de l'ONG APASIC

Après la tournée, la délégation a été reçue au siège de l'ONG APASIC pour un débriefing.

Points exprimés par la Chargée de Mission :

- \* Satisfaction générale et profonde ;
- \* Conformité entre les photos publiées et la réalité du terrain ;
- \* Admiration pour l'engagement des femmes et la participation massive des hommes et chefs locaux (masculinité positive);
- \* Encouragements à l'ONG APASIC ;

\* Souhait de voir le projet renouvelé avec un appui renforcé en équipements pour soutenir davantage les femmes car les diverses productions se font manuellement.

Le niveau de participation masculine a particulièrement impressionné la Chargée de Mission, soulignant l'approche inclusive du projet.

#### 8-Remerciements officiels

La Coordinatrice du projet, Mme Assiba Solange ZOTTO, a adressé :

- \* ses remerciements au projet FAME de GERES, à l'AFD et autres partenaires pour le financement du Projet PAEF Aya Gou ;
- \* sa gratitude aux partenaires pour la confiance placée en l'ONG APASIC dans le cadre du Projet FAME ;
- \* sa reconnaissance aux autorités locales, aux chefs traditionnels et aux maris qui soutiennent activement les femmes ;
- \* ses félicitations aux bénéficiaires dont la disponibilité et l'engagement ont rendu la mission exceptionnelle.

La mission de suivi et de collecte de témoignages a permis de constater :

- \* une appropriation réelle des techniques enseignées ;
- \* des résultats visibles, y compris des impacts inattendus ;
- \* une forte mobilisation communautaire;
- \* un environnement favorable à la pérennisation du projet ;
- \* un engagement remarquable des femmes, fondement du succès du PAEF Aya Gou.

Ce rapport témoigne du dynamisme des groupements, de l'efficacité de l'accompagnement d'APASIC et du potentiel de répliquabilité des approches mises en œuvre.

La délégation a quitté la terre Adja à 15 h le samedi 15 novembre 2025, très satisfaite et encouragée.

#### Quelques images de la visite



VUE DE L'ASSISE : LA CHARGÉE DE MISSION, MEMBRES DE AGNON, EQUIPE DE PROJET, CHEF DU VILLAGE D'ADJINTIMEY ET QUELQUES EPOUX DES FEMMES



ENTRETIEN DE LA CHARGÉE DE MISSION AVEC LE CHEF DU VILLAGE D'ADJINTIMEY ET L'ÉPOUX DE LA PRÉSIDENTE DU GROUPEMENT AGNON



EXPLICATIONS DU PROCESSUS DE LA FABRICATION DES FOYERS EN ARGILE A LA CHARGE DE MISSION PAR LA COORDONNATRICE DU PROJET PAEF AYA GOU ET LES FEMMES DU GROUPEMENT AGNON.



VISITE DE LA CHARGE DE MISSION AUX JARDINS DES FEMMES DU GROUPEMENT AGNON, D'UN JEUNE HOMME (BENEFICIAIRE INDIRECT DU PROJET) ET DE DAME VIRGINIE HOUNKPE, MEMBRE DE AGNON, SUIVIE D'UN ENTRETIEN AVEC LA DAME.



PHOTO DE FAMILLE DEVANT QUELQUES PRODUCTION FOYERS EN ARGILE DU GROUPEMENT AGNON



PHOTO DE FAMILLE DEVANT QUELQUES PRODUCTION DE CHARBONS ECOLOGIQUES ET D'ARGILE SECHES DU GROUPEMENT AGNON





VUE DE L'ASSISE : LA CHARGÉE DE MISSION, MEMBRES DE LONLONGNON, ÉQUIPE DE PROJET, CHEF DU VILLAGE DE TOKPOHOUÉ, QUELQUES CONSEILLERS ET QUELQUES ÉPOUX DES FEMMES



ECHANGES DE LA CHARGÉE DE MISSION AVEC LE CHEF DU VILLAGE, LES CONSEILLERS COMMUNAUX, QUELQUES ÉPOUX ET LES FEMMES DU GROUPEMENT LONLONGNON.





VISITE DE LA CHARGE DE MISSION AUX JARDINS DES FEMMES DU GROUPEMENT LONLONGNON ET DE DAME GLAO MEMBRE DE LONLONGNON.



PHOTO DE FAMILLE DEVANT QUELQUES PRODUCTION FOYERS EN ARGILE ET CHARBONS ECOLOGIQUES DU GROUPEMENT NONLONGNON.



VUE DE L'ASSISE : LA CHARGÉE DE MISSION, MEMBRES DE NONVIGNON, ÉQUIPE DE PROJET, CVA GERES, CHEF DU VILLAGE DE FOGBADJA (KOKOHOUE), CONSEILLERS COMMUNAUX ET QUELQUES ÉPOUX DES FEMMES



ENTRETIEN DE LA CHARGÉE DE MISSION AVEC LE CHEF DU VILLAGE, LES CONSEILLERS COMMUNAUX, QUELQUES EPOUX ET LA SECRETAIRE DU GROUPEMENT NONVIGNON.



LA CHARGÉE DE MISSION A ASSISTÉ AUX PROCESSUS DU FUMMAGE TRADITIONNEL DES FOYERS EN ARGILE



PHOTO DE FAMILLE DEVANT QUELQUES PRODUITS MARAICHERS DU GROUPEMENT NONVIGNON



PHOTO DE FAMILLE DEVANT QUELQUES PRODUITS MARAICHERS DU GROUPEMENT NONVIGNON



VUE DE L'ASSISE : LA CHARGEE DE MISSION, EQUIPE DE PROJET, MEMBRES DE EDROHOUN, CVA GERES, CHEF ET CONSEILLER DU VILLAGE SAHOU AVODJIHOUE ET QUELQUES EPOUX DES FEMMES





VISITE DE LA CHARGÉE DE MISSION AUX JARDINS DES DAMES MAHOULI NOUMAGNAN (AINSI QUE SON STAND DE VENTE DE FOYERS EN ARGILE), PIERRETTE DJAGBOMEY ET DES FEMMES DU GROUPEMENT EDROHOUN.



VISITE DE LA CHARGÉE DE MISSION AUX JARDINS DES DAMES MAHOULI NOUMAGNAN (AINSI QUE SON STAND DE VENTE DE FOYERS EN ARGILE), PIERRETTE DJAGBOMEY ET DES FEMMES DU GROUPEMENT EDROHOUN.



PHOTO DE FAMILLE DEVANT QUELQUES PRODUCTIONS MARAICHÈRES, FOYERS EN ARGILE, CHARBONS ÉCOLOGIQUES ET COMPOST DU GROUPEMENT EDROHOUN.



VISITE DE LA CHARGÉE DE MISSION AU JARDIN DES FEMMES DU GROUPEMENT YESULEMIN



PHOTO DE FAMILLE DEVANT QUELQUES PRODUCTIONS MARAICHERES, FOYERS EN ARGILE, CHARBONS ECOLOGIQUES ET COMPOST DU GROUPEMENT YESULEMIN



### EQUIPE PROJET ET EQUIPE GERES

N°0821 / MECCAG – PDPE / DC / DPRPIB / SCAONG du 27/04/01 ~ N° 008ac-2001/CPA-ONG/D/SA du 26/03/01 ; 56  
 N°0474/MFPTRA/DC/SA du 23/03/01 ~ INSAE N° 2978530163430 ~ N° 0014 / MCRI-SCBE / DBEVA / SSOCBE  
 ; N° 0051 DDSP/ATL-LITT ~ N° IFU : 6201002064609 ~ ADRESSES : village Sahou-Avodjihoué, Télé: (00229) 0199349943 0195532983/  
 0196174095/ 0149914579 E-mail: ong\_apasic@yahoo.fr, ong.apasic@gmail.com, twitter.com/apasic\_ong  
 twitter.com/ApasicOng, www.facebook.com/APASIC.ONG2000., https://www.instagram.com/ong\_apasic,  
 Blog: www.ong-apasicbenin.blogspot.com, www.apasic.org, contact@apasic.org, https://www.youtube.com/@apasicong3087

28 Novembre 2025

**ACTIVITE DE REMISE DE MATERIELS AUX GROUPEMENTS BENEFICIAIRES DU PROJET PAR CTM**

Impact du projet PAEF Aya Gou !!

Dons de matériels aux groupements bénéficiaires du projet à Adjintimey (site de AGNON) par l'ONG française "Comité Tiers Monde (CTM)", représenté par Madame Victorine AGBEMAHOUE Épouse DATO, 2e Adjointe au Maire de la Commune de Djakotomey -Couffo.

Liste du matériel donné au groupement Agnon de Adjintimey :

- 02 tonneaux (barils de brûlage des déchets agricoles pour la fabrication du charbon écologique),- 01 pesé poids,- 10 coupe-coupe,- 08 houes,- 06 pèles,- 04 Paires de bottes,- 01 Puriverisateur,- 01 brouette,- 200 sachets hors sol,- 10 paires de gants,- 07 râteaux,- 10 alvéoles,- 06;sachets de graines de tomates,- 02 sachets de graines de piment,- 01 boîte de graines de grand morelle (Gboma),- 05 sachets de graines d' oignons,- 02 arrosoirs en plastique, - 20 gilets de CTM.

La remise de dons est faite en présence du Chef d'Arrondissement (C.A) Mr Kokou DANDJI, du Chef du Village (C.V) d'Adjintimey, de l'équipe du CTM et de l'ONG APASIC suivie de la visite du site de maraichage de AGNON.

**QUELQUES IMAGES DE LA REMISE PAR CTM**



## I -) ACTIVITES EXECUTEES (MENEES) PAR APASIC ONG

| DATE                        | ACTIVITES EXECUTEES DETAILLEES / LIEU / PARTENAIRES  | QUELQUES IMAGES<br>(PLUS D'IMAGES ET VIDEOS, CONSULTEZ :<br><a href="http://www.facebook.com/APASIC.ONG2000">www.facebook.com/APASIC.ONG2000</a> ;<br><a href="http://www.ong-apasibenin.blogspot.com">www.ong-apasibenin.blogspot.com</a> ) |
|-----------------------------|--|--|
| De Juin au 30 Décembre 2025 | <p>10E ÉDITION DU PROJET « UN PEU DEBONHEUR AUX ENFANTS VULNERABLES / DEMUNIS / HANDICAPES » (U.PE.B.E.D.HA), DE APASIC-ONG EN PARTENARIAT AVEC LES STRUCTURES PARTENAIRES ET LA FONDATION EREVAN.</p> <p>DEROULEMENT DE L'ACTIVITE<br/>RAPPORT D'ACTIVITÉ – 10<sup>e</sup> ÉDITION U.PE.B.E.D.HA</p> <p><u>Période</u> : Juin à Décembre 2025</p> <p><u>Objectif global</u> : Apporter de la joie à plus de 1 200 enfants orphelins, démunis et handicapés du département du Couffo (et extensions à Cotonou) Période principale d'exécution : du 20 au 30 décembre 2025</p> <p>Résumé des distributions réalisées :</p> <p>20 décembre 2025, GUPS Aplahoué + Orphelinat Ange Sentinelle, 126 bénéficiaires, Distribution joyeuse ;</p> <p>20 décembre 2025, Orphelinat Arbre de Vie + GUPS Klouékanmey, 200 bénéficiaires, Distribution joyeuse ;</p> <p>21 décembre 2025, Siège ONG APASIC – Djakotomey, 513 bénéficiaires, Distribution joyeuse ;</p> <p>24 décembre 2025, Orphelinat Cité des Anges – Aglangandan (Cotonou), 40 bénéficiaires, Mme Viviane DANSOU – Accueil chaleureux par M. Euloge Franck AKODJETIN, le fondé ;</p> <p>25 décembre 2025, Église Évangélique AKPATA OROUN – Akpapka Avotrou, 30 bénéficiaires, Mme Viviane DANSOU + Pasteur, Fondatrice et membres ;</p> <p>30 décembre 2025 :</p> <p>GUPS Dogbo, 50 bénéficiaires, Équipe : MM. SÈNOU Richard, TOSSA Séverin, NOUMAGNAN Jean,</p> <p>GUPS Toviklin, 100 bénéficiaires, Équipe : MM. SÈNOU Richard, TOSSA Séverin, NOUMAGNAN Jean, et remerciements DDASM/GUPS,</p> <p>GUPS Lalo, 100 bénéficiaires, Équipe : MM. SÈNOU Richard, TOSSA Séverin, NOUMAGNAN Jean, et remerciements DDASM/GUPS.</p> <p>Total bénéficiaires directs comptabilisés : 1 159 enfants Estimation globale (incluant les bénéficiaires OEV de la maison, de la rue et du quartier de la Présidente) : environ 1 200 enfants</p> <p>Points forts observés</p> <p>Joie et satisfaction générale : Toutes les distributions se sont déroulées « dans la joie », avec un accueil chaleureux dans plusieurs lieux (notamment orphelinats et église).</p> <p>Mobilisation partenariale : Collaboration efficace avec GUPS (Dogbo, Toviklin, Lalo, Klouékanmè, Aplahoué), DDASM, orphelinats (Ange Sentinelle, Arbre de Vie, Cité des Anges), église AKPATA OROUN, et Cellules de Participation Citoyenne (CPC).</p> <p>Engagement des volontaires : Rôle clé des coordinateurs CPC, de Mme Viviane DANSOU (surnommée « Mère Noëlle »), et de l'ensemble des bénévoles.</p> <p>Tri organisé : Mention particulière du tri par âge et sexe au siège APASIC à Djakotomey.</p> <p>Remerciements récurrents</p> |  |

Donateurs et donatrices : Soutien déterminant – vœux de bénédictions abondantes.  
 Volontaires et bénévoles : Merci chaleureux pour leur engagement.  
 Partenaires institutionnels et communautaires : GUPS, DDASM, responsables d’orphelinats et d’églises.  
 Partenaire spécial pour cette édition : la FONDATION EREVAN – Très sincères remerciements pour le don de jouets neufs de qualités qui est très apprécié par les bénéficiaires.  
 Dimension spirituelle : Foi affirmée (« Dieu est et sera toujours dedans », « tout ira bien pour Sa Gloire »).  
 Perspectives  
 Rendez-vous annoncé : 11<sup>e</sup> édition prévue en décembre 2026 dans le département de l’Atacora, précisément à Natitingou (sous réserve de la volonté divine) pour 800 bénéficiaires.  
 Ce rapport met en lumière une édition réussie, dépassant légèrement l’objectif symbolique de 1 000 enfants, grâce à une mobilisation collective et une organisation progressive sur plusieurs localités.  
 Fait à Djakotomey le 31 décembre 2025  
 Pour APASIC, Le Rapporteur

### PHASE ORGANISATION





**PHASE EXECUTION**



Départ du bureau de l'équipe de distribution.

**Remise aux bénéficiaires d'Aplahoué et environs et aux pensionnaires de l'orphelinat Ange Sentinelle au GUPS (Guichet Unique de Protection Sociale) d'Aplahoué**





**Remise à quelques bénéficiaires de Djakotomey au bar Salsa**



**Remise aux bénéficiaires de Klouékanmey et environs et aux pensionnaires de l'orphelinat  
Arbre de vie des enfants dans l'enceinte de l'orphelinat**





**Remise aux bénéficiaires des villages de Djakotomey et environs au siège de APASIC ONG**











**Remise aux bénéficiaires de Dogbo au GUPS (Guichet Unique de Protection Sociale) de Dogbo**



**Remise aux bénéficiaires de Toviklin au GUPS (Guichet Unique de Protection Sociale) de  
Toviklin**



**Remise aux bénéficiaires de Lalo au GUPS (Guichet Unique de Protection Sociale) de Lalo**



**Remise aux bénéficiaires de l'orphelinat la Cité des Anges de Aglagandan PK 7 Cotonou**





**Remise aux bénéficiaires de la maison d'accueil de l'église évangélique Akpata Ôrun (Rocher Céleste) à Avotrou Cotonou**





ÉGLISE  
ÉVANGÉLIQUE  
AKPATA ÔRUN  
(ROCHER CÉLESTE)



ÉGLISE  
ÉVANGÉLIQUE  
AKPATA ÔRUN  
(ROCHER CÉLESTE)



Présentation des vœux de Noël et du nouvel an par mails, sur blog et profils des réseaux sociaux.





## II -) PARTICIPATION AUX ACTIVITES MENEES PAR DES RESEAUX OU STRUCTURES DONT L'ONG APASIC EST MEMBRE

| DATE       | ACTIVITES EXECUTEES<br>DETAILLEES / LIEU /<br>PARTENAIRES   | QUELQUES IMAGES<br>(PLUS D'IMAGES ET VIDEOS, CONSULTEZ :<br><a href="http://www.facebook.com/APASIC.ONG2000">www.facebook.com/APASIC.ONG2000</a> ;<br><a href="http://www.ong-apasicbenin.blogspot.com">www.ong-apasicbenin.blogspot.com</a> ) |
|------------|---|--|
| 22 Janvier | <p>Participation de l'ONG APASIC, représentée par sa présidente Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone Couffo de SWB, membre du comité de mobilisation et de construction du siège de SWB, à la séance de décisions au siège de Social Watch Bénin (SWB) à Cotonou.</p> <p>Sur demande du Secrétaire Exécutif de Social Watch Bénin, les membres du Comité de construction du siège national du Réseau se sont réunis le mercredi 22 janvier 2025 de 15h à 16h.</p> <p>Le seul point porté à l'ordre du jour par le Secrétaire Exécutif était d'exposer au Comité quelques préoccupations nouvelles nécessitant une relocalisation du site de construction du siège national de Social Watch Bénin, afin de recueillir leur avis et orientations.</p> <p>Tous les membres du Comité étaient présents : Mme Assiba Solange ZOTTO, M. Franck ADANMADO, M. Romain AHUIAN, M. Jean-Pierre DEGUE et M. Marly SONON.</p> <p>Après un exposé des motifs (en annexe) par le Secrétaire Exécutif, les membres du Comité ont unanimement salué l'idée qui faisait déjà objet de certaines réflexions au niveau de certains acteurs du réseau. Ils ont fait des observations et commentaires allant dans le sens de renforcer cette nouvelle vision relative au site devant abriter le siège national du Réseau. Les membres du Comité ont enjoint le Secrétaire Exécutif de porter la préoccupation à l'attention du Président du Conseil d'Administration. Les membres du Comité ont insisté sur une démarche diligente pour procéder à la vente de la parcelle actuelle et à l'acquisition d'un nouveau terrain plus spacieux. Ils ont motivé la diligence à faire par rapport à l'imminence de la saison des pluies qui risque de jouer contre coût de la parcelle à vendre (la zone pouvant ne pas susciter un intérêt pour) et aussi par la spéculation de plus en plus grandissante par rapport à l'achat de parcelles à Calavi.</p> <p>Le Secrétaire Exécutif a promis en rendre compte au PCA de Social Watch Bénin dans les plus brefs délais. La réunion a pris fin sur une note de satisfaction et l'espoir de vite trouver un acquéreur pour la parcelle de Vodjè.</p> <p>Exposé des motifs pour la relocalisation du site de construction du siège de Social Watch Bénin</p> <p>L'acquisition de la parcelle "aa" du lot 1086 RFU sise à Vodjè dans le 11<sup>ème</sup> arrondissement de Cotonou en 2011, bien que justifiée par le contexte de l'époque, représente aujourd'hui un obstacle majeur à la réalisation des objectifs stratégiques de Social Watch Bénin en raison des défis liés à la construction sur ce site.</p> <p>En effet, la nature marécageuse du quartier Vodjè engendre des coûts de préparation et de fondation extrêmement élevés, estimés respectivement à 11 800 000 FCFA et 33 739 577 FCFA selon le Devis Quantitatif Estimatif. La nature du sol a renchéri également les coûts du rez-de-chaussée et les étages. Ainsi sans compter les coûts des travaux de finition, il va falloir au Réseau mobiliser au minimum 232 988 046 FCFA. Dans un contexte où les partenaires ne s'engagent à soutenir les organisations qu'en phase de travaux de finition, Social Watch Bénin devra davantage compter sur ses propres moyens pour réaliser une bonne partie de la construction.</p> <p>Par ailleurs, la localisation de cette parcelle, bien qu'en plein cœur de Cotonou, est situé dans un périmètre inondable et aussi les travaux d'assainissement entrepris par l'Etat sur la voie</p> |  |

40 de Vodjè Sud pourrait transformer les rues en un exutoire pour les eaux de pluie à cause du niveau bas des rues adjacentes à la voie principale en cours d'asphaltage. De même, la superficie de ladite parcelle est de 396m<sup>2</sup> et n'atteint pas 500m<sup>2</sup> comme les anciens carrés de Cotonou. La rue n'est pas assez large pour accueillir les véhicules et motos du personnel et des visiteurs de Social Watch Bénin, sans mentionner la mauvaise qualité de la salubrité de la rue en saison pluvieuse.

Investir sur ce sol n'arrangera pas Social Watch Bénin dans le court, moyen et long terme. D'où la nécessité de rechercher un autre terrain qui sera propice pour abriter un bâtiment où Social Watch Bénin et ses hôtes ne seront pas à l'étroit, dans un environnement sain en toute saison, et avec un coût de démarrage des travaux moins onéreux.

Dans une démarche prospective, à l'inverse de Cotonou, la commune d'Abomey-Calavi présente des avantages considérables, tant sur le plan géographique que stratégique pour le projet de siège national de Social Watch Bénin.

Primo, Calavi jouit d'un sol naturellement stable sur une bonne partie de sa superficie : les sols solides ne nécessitent pas de lourds travaux de préparation, réduisant considérablement les coûts de fouille et de fondation.

Deuxièmement, Calavi est un pôle en pleine expansion. La commune accueille déjà plusieurs sièges d'organisations de renom, renforçant sa crédibilité comme centre administratif de premier plan.

Troisièmement, la vision gouvernementale à moyen et long terme : Le projet de relocalisation des services techniques des ministères à Ahossougbéta, au cœur de Calavi, confère à cette commune un rôle clé dans la planification future du développement national. Les structures avec lesquelles Social Watch Bénin entretient le dialogue sur les politiques publiques au niveau de l'Administration publique se retrouveront à Calavi.

Ainsi, face à l'évolution des priorités institutionnelles et aux défis persistants de mobilisation de ressources, Social Watch Bénin se doit de repenser le sort de son patrimoine foncier et immobilier.

La présente proposition repose sur une approche visant à vendre la parcelle de Vodjè, évaluée à un prix minimum de 45 à 50 millions FCFA, pour investir dans l'acquisition de deux parcelles à Calavi avec titre foncier d'au moins 500m<sup>2</sup> (soit une acquisition de terrain de 1.000m<sup>2</sup>) pour un coût devant permettre l'achat, la réalisation des travaux architecturaux et le démarrage des travaux préparatoires.

Le premier objectif de cette approche est d'abord de réaliser une plus-value qui nous servira dans le démarrage rapide des travaux de construction de notre siège. Le deuxième avantage est que l'une des deux parcelles servirait à la construction immédiate du siège tandis que la seconde serait dédiée à des activités complémentaires (parking pour véhicules, entreposage, salle de conférence pour location et extensions futures). Le troisième avantage de taille sera (en attendant la confirmation par un nouveau DQE) la réduction drastique du coût total de la construction de notre siège.

Ainsi, avec le soutien du Conseil d'Administration, cette vision pourrait non seulement permettre à Social Watch Bénin de réduire considérablement les coûts de construction, mais également de s'ancrer dans un environnement plus favorable à la croissance de ses activités. Ce document de plaidoyer à l'intention du Bureau du Conseil d'Administration, met juste en avant les avantages économiques et opérationnels de cette approche et pourra décrire suite à un avis favorable, les différentes étapes et les délais de mise en œuvre.

Participation de SWB, représenté par Mme Assiba Solange ZOTTO, A.Z/Couffo, à l'atelier de l'implémentation de l'outil ISI (Indice de Renforcement Institutionnel) dans la Commune de Djakotomey, du 11 au 13 Février 2025 à l'Hôtel Immaculée d'Azovè.

L'atelier est consacré à l'autoévaluation dans le secteur de l'Eau, d'hygiène et Assainissement de base avec l'outil ISI, est organisé par les Mairies de Lalo et de Djakotomey en collaboration avec la Direction Départementale de la Santé, avec les appuis technique et financier de l'USAID (MUNIWASH) et de l'UNICEF, pour la bonne gouvernance local.

Une cinquantaine de participants ont pris part à l'atelier.

Grandes lignes :

Jour 1

Mot du Directeur Départemental de la Santé,

Mot du représentant de l'UNICEF,

Allocution d'ouverture du Maire de Djakotomey,

Installation du présidium suivi de la présentation de l'agenda et amendement,

Présentation de l'outil ISI et débat,

Autoévaluation de la fonction planification et coordination,

Travaux pratiques d'Autoévaluation de la fonction planification et coordination,

Autoévaluation de la fonction planification et coordination suite,

Autoévaluation de la fonction prestation de services,

Jour 2

Travaux pratiques d'Autoévaluation de la fonction prestation de services,

Autoévaluation de la fonction administration et gestion financières,

Travaux pratiques d'Autoévaluation de la fonction administration et gestion financières,

Autoévaluation de la fonction suivi et évaluation de données,

Jour 3

Synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces,

Identification des actions à planifier,

Présentation et validation du rapport de l'atelier,

Cérémonie de clôture.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en partenariat avec la Direction Départementale de la Santé du Couffo; et MuniWASH de l'USAID a organisé les 11, 12 et 13 Février 2025 à l'hotel Immaculé d'Azovè, l'atelier d'implémentation de l'outil dénommé Institutional Strengthening Index (ISI) ou Indice de Renforcement institutionnel au profit des acteurs de la société civile et des associations de développement, les élus communaux, le personnel administratif de la commune de Djakotomey et de quelques cadres techniques de la commune de Lalo (confer liste de présence). Cet atelier a pour objectif de contribuer à l'amélioration de l'indice du renforcement de la commune de Djakotomey. Ainsi, pour la conduite des travaux de cet atelier un présidium composé de trois (03) membres a été mis en place et se présente comme suit :

Président du présidium : Président de la Commission des Affaires Domaniales et Environnementales de la commune de Djakotomey Monsieur MIWOTO Gossou ;

Secrétaire du Présidium : Directeur du Développement Local et de la Planification de la Mairie de Lalo ;

Rapporteur du Présidium : Responsable de l'Eau Hygiène et Assainissement de la Mairie de Djakotomey Madame ASSOGBA Bertine.

L'atelier s'est déroulé avec l'appui technique de l'Association Nationale des Communes du Bénin et de la Direction des Collectivités Territoriales du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)

Trois (03) temps forts ont marqué les travaux de cet atelier. Il s'agit de :

La cérémonie d'ouverture ;

Le déroulement des travaux ;

La cérémonie de clôture.

Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois allocutions à savoir le mot de bienvenue de Madame AHOYO Rosalie représentante du Directeur Départemental de la Santé du Couffo, l'intervention de Madame ALLADATIN Euménique la représentante de l'UNICEF et le discours d'ouverture de l'atelier du Maire de la commune de Djakotomey Monsieur Ulrich Janvier SOKEGBE.

Mot de bienvenue de la représentante de la DDS Couffo

La représentante du Directeur Départemental de la Santé du Couffo, après avoir souhaité la bienvenue aux participants a rappelé que l'outil ISI a déjà fait ses preuves dans le département du Couffo notamment dans la commune d'Aplahoué avec l'appui technique et financier du Muni WASH. Elle a poursuivi son allocution en remerciant le partenaire UNICEF pour avoir accepté d'implémenter cet outil dans les communes de Djakotomey et Lalo.

Mot de bienvenue de la représentante de l'UNICEF

La Représentante de l'UNICEF a également remercié les participants pour leur mobilisation autour de cette cause. Elle a aussi rappelé que le développement est inévitablement impulsé à partir de la base et ceci doit prendre en compte les enfants. Elle a souhaité que la fin de l'exercice soit une source de boostage de l'amélioration des interventions de la commune dans le secteur de l'eau avant d'expliquer que l'outil permet aux communes de se mirer ; d'apprécier l'évolution et le changement générés par les actions liées à l'eau, hygiène et assainissement. Elle a fini son allocution en exhortant les participants à faire preuve d'une attention soutenue.

Discours d'ouverture du Maire de la commune de Djakotomey

Le Maire de la commune de Djakotomey a pris la parole et a remercié les partenaires techniques et financiers pour avoir initié cet atelier. Il a aussi rappelé l'importance de cet atelier avant d'exhorter les participants à s'y mettre pour que le diagnostic de la commune soit fait dans le secteur de l'approvisionnement en eau dont la mise en œuvre des actions de remédiation ou de renforcement pourrait impacter le développement de la commune de Djakotomey. Il a fini son allocution en réitérant l'engagement de la commune à travailler en synergie d'action avec les différents services déconcentrés de l'État et les partenaires techniques et financiers.

Déroulement de l'atelier

Les travaux de l'atelier ont démarré avec la présentation des participants à la suite de laquelle l'agenda de l'atelier a été présenté et validé par acclamation par les participants. A la suite de cette validation, une première communication a été faite à travers laquelle le communicateur a présenté le contexte de l'organisation de l'atelier, les objectifs, les résultats attendus.

*II-1- Présentation de l'outil ISI*

On retient de cette présentation les points clés ci-dessus :

Contexte de l'organisation de l'atelier.

Notons que dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable N° 6, le Bénin s'est fixé comme objectif de réaliser à l'échéance de l'année 2025, une couverture intégrale en eau potable et 75% d'accès aux services d'assainissement. A ceci s'ajoute la mise en œuvre de la réforme structurelle du secteur de la décentralisation avec réaménagement des organes, une redistribution des pouvoirs ; la loi portant hygiène publique renforçant la responsabilité des communes en matière d'hygiène, assainissement et l'élaboration en cours de la quatrième génération des PDC sont des éléments de contexte de l'organisation du présent atelier.

Objectifs de l'atelier :

Les objectifs spécifiques visés par l'organisation du présent atelier sont entre autres :

Faire l'auto-évaluation des capacités ;

Etablir la performance institutionnelle à l'aide de l'outil ISI ;

Identifier les progrès et contraintes liées au renforcement institutionnel de la Mairie ;

Identifier les actions clés en matière AEPHA à intégrer dans le PTA 2026 de la Mairie ;

Définir les conditions de durabilité du mécanisme d'auto-évaluation des services municipaux.

Résultats attendus

Comme résultats attendus nous pouvons retenir :

La Mairie a réalisé l'auto-évaluation (ISI) des capacités municipales ;

La performance institutionnelle de la Mairie est établie au moyen de l'indice de renforcement institutionnel ;

Les actions clés en matière AEPHA à intégrer dans la planification 2025 des Mairies sont identifiées ;

Les conditions de durabilité du mécanisme d'auto-évaluation des Municipalités sont définies. Après la présentation des objectifs, le communicateur a présenté l'outil ISI qui se définit comme étant : Indice de Renforcement Institutionnel mais le sigle ISI provient de la définition anglo-saxonne Institutional Strengthening Index (ISI). C'est un outil qui permet d'évaluer dans un premier temps les capacités organisationnelles, de planifier les actions prioritaires pour corriger les faiblesses, atténuer les effets des menaces, renforcer les forces et de saisir les opportunités en vue de l'amélioration de cette capacité organisationnelle. Aussi, a-t-il précisé ce que n'est pas ISI. Et à ce sujet, il a expliqué que l'outil ISI n'est pas un outil d'audit, mais permet de soutenir les interventions de MuniWASH, d'établir une base et de nourrir l'élaboration des outils de planification de référence et de développement. Il a enfin rappelé que l'outil ISI dispose de 5 capacités qui sont évaluées à travers des sous-fonctions au niveau de la matrice des fonctions. Que faut-il retenir des fonctions !

Les différentes fonctions évaluées sont :

Planification et Coordination

Prestations de services

Administration et gestion financière

Suivi et Utilisation des données.

En général, il est apprécié au niveau des différentes fonctions ce qui suit :

Le personnel en place est en nombre suffisant et les compétences sont adéquates et actualisée

Les politiques et les procédures sont en place comprises et utilisées

Les outils technologiques sont en place compris et utilisés

Les citoyens peuvent avoir les moyens de s'engager dans la planification et le retour de l'information

Les systèmes fonctionnent de manière optimale selon les normes retenues

## *II-2- Auto-évaluation de la fonction Planification et coordination*

L'évaluation de cette fonction a permis d'évaluer les dix (10) sous fonctions ci-après : i) la Disponibilité du cadre réglementaire au niveau local ; ii) la Planification stratégique ; iii) l'urbanisme ; iv) la Planification des investissements ; v) Planification financière pluriannuelle (cadre budgétaire à moyen terme) ; vi) Planification du développement économique local ; vii) le Plaidoyer pour les ressources et la politique ; viii) la coordination des investissements du gouvernement central et des donateurs avec les plans locaux ; ix) la Passation de marchés ; x) la Coopération intercommunale et coopération décentralisée.

Rappelons que cette évaluation a mobilisé toutes les directions de l'administration communale de Djakotomey. A l'issue de cette activité la remarque faite est la suivante.

La commune de Djakotomey n'a pas encore une meilleure compréhension de la réforme intervenue dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable. Elle doit continuer par planifier des actions en vue de doter les communautés en eau potable du moins les projets de réalisation des ouvrages simples. Car la prise en charge de la gestion de l'eau par l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEMR) n'exclut pas le fait que les communes puissent planifier la réalisation de ce type d'ouvrages. Pour ce faire, la commune doit saisir l'agence pour s'enquérir des actions qui sont prévues sur l'étendue de son territoire.

## *II-3- Auto-évaluation de la fonction Prestation de services*

Il faut noter que la deuxième fonction relative à la prestation de service a permis d'évaluer les deux (02) sous fonctions suivantes : i) les Services communaux - Approvisionnement en eau ; ii) les Services communaux – Assainissement.

Elle met l'accent sur l'existence des services en approvisionnement en eau et le service communal en assainissement. A ce niveau, il s'est agi de savoir s'il y a un personnel dédié à ces responsabilités. Mais il ressort que le personnel en charge de cette fonction est en nombre insuffisant. Ainsi, le SE Djakotomey a souhaité qu'un plaidoyer soit fait à l'endroit de l'Etat central pour que la situation de personnel sous-exploités, non rémunéré conformément à leur qualification, surexploités, soit corrigée.

## *II-4- Auto-évaluation de la fonction administration et gestion financières*

Le processus de budgétisation et gestion financières a été évalué à travers l'évaluation de trois (03) sous fonctions ci-après : i) le Processus de budgétisation et gestion financière ; ii) Système de gestion des actifs ; iii) la Mobilisation des ressources propres et collecte de fonds. A ce niveau la matrice est renseignée en prenant en compte les sous-fonctions du système de gestion des actifs, de la mobilisation des ressources propres et de la collecte de fonds. Nous retenons ici que cette responsabilité est assumée par la Direction des Affaires Administratives et Financières qui a en son sein du personnel qualifié même si ceci est en nombre insuffisant.

## *II-5- Auto-évaluation de la fonction Suivi-évaluation des données*

La dernière fonction est abordée en termes de suivi-évaluation des données. Et ceci à travers l'évaluation de deux (02) sous fonctions : i) Système de gestion des connaissances, y compris la tenue de dossiers pour l'administration et les finances municipales ; ii) Rapports publics et décisions politiques fondés sur les données et les données probantes.

Résultats de l'auto-évaluation

## *II-6- Synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces et d'identification des actions prioritaires*

L'évaluation des 17 sous-fonctions de l'outil ISI réparties dans 05 fonctions, dans la commune de Djakotomey a permis de recenser les forces, faiblesses, opportunités et menaces et identification des actions prioritaires ci-après :

*Tableau 1 : Synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces des fonctions ISI au sein de l'administration communale de Djakotomey et d'identification des actions prioritaires*

Source : Mairie de Djakotomey, 2025

Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été présidée par Monsieur Antoine GNIKLE, Premier Adjoint au Maire de la commune de Djakotomey. Dans son mot de clôture, Monsieur le PAM a remercié tous les participants pour leur disponibilité et pour la qualité du travail abattu, ce qui a permis à la commune de Djakotomey d'obtenir un taux de 1 ;6 %.

Il s'est réjoui de la tenue de cet atelier qui est d'une grande importance pour la réussite des interventions dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable de la commune de Djakotomey.

Il a souhaité un bon retour à tous les participants dans leurs familles et leurs lieux de travail respectifs et a déclaré clos, l'atelier d'Azovè sur l'implémentation de l'outil dans la commune de Djakotomey.



Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, représentante de la cheffe de fil du CRWF, Mme Léontine K. IDOHO, membre de la délégation du CRWF composée de Mme Annick ADJILE AGBIDINOUCOUN, Mme Sylvie ADJAÏ, Mr Fabien ADJOVI CODJA, Mr Cyrille SOUNHOUI KOULIHO à l'atelier de formation des structures partenaires de mise en œuvre du PAEG sur l'archivage physique et électronique de documents, organisé par PAEG, à Bohicon du 25 au 27 février 2025.

Les grandes lignes :

JOUR 1

Ouverture

Mots de bienvenue de la Cheffe d'équipe/UGP

Mise en route de l'atelier

*Désignation des rapporteurs.res et autres*

*Contexte et objectifs de la formation*

*Adoption de l'agenda*

Introduction

*Présentation des formatrices.teurs,*

*Présentation des participant.e.s et recueil des attentes*

*Plan du cours*

*Pré-test*

*Clarification contextuelle*

*Caractéristiques des archives*

Quizz

Module 1 : Réglementation archivistique et éthique de l'information administrative

*Echanges autour de la réglementation des structures partenaires*

*Récapitulatif sur le module*

*Retour sur le module*

Quizz

Module 2 : Gestion des archives physiques

Evaluation de la journée

JOUR 2

Rappel des notions de la veille

Présentation du rapport du jour 1

Travaux de groupe (identification des grandes fonctions/Typologie des documents dans les structures partenaires)

✓ Restitution des travaux de groupe

Quizz

Module 3 : Gestion des documents électroniques

Récapitulatif du module 3

Evaluation de la journée

JOUR 3

Rappel des notions de la veille

Présentation du rapport du jour 2

Module 4 : Archivage électronique et travail collaboratif

Présentation d'un outil de travail collaboratif

## Quizz

Synthèse des Grandes fonctions des structures partenaires

Etude de cas sur le plan de classement d'une structure partenaire

Synthèse des modules

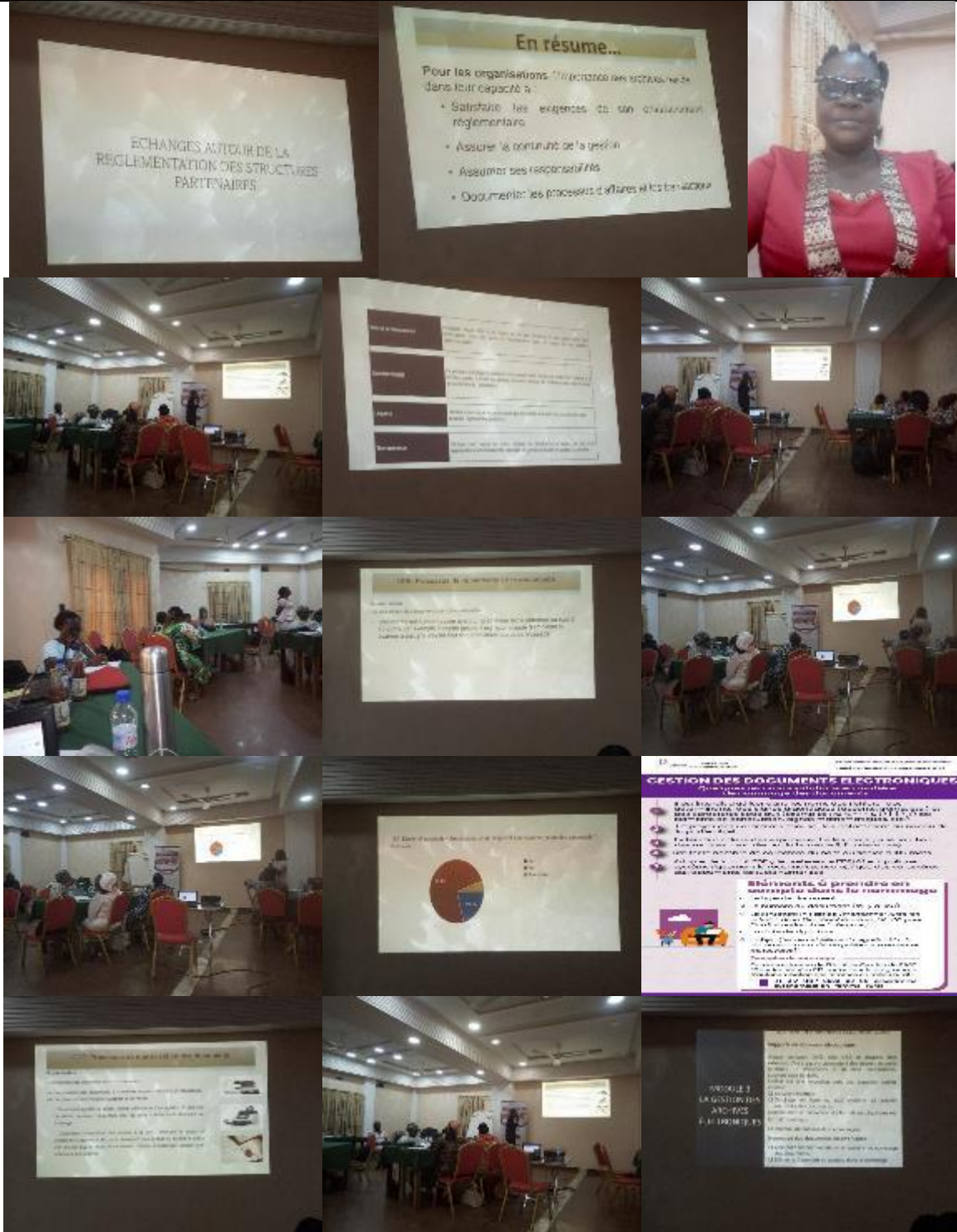
Présentation de la synthèse de l'étude diagnostique

Évaluation sommative

Annonce des étapes suivantes

Evaluation de l'atelier

Clôture de l'atelier



|   |  |
|---|--|
| 28 Février  | Participation de l'ONG APASIC, représentée par sa Présidente Mme Assiba Solange ZOTTO et son responsable chargé des finances et du budget Mr Priscil Mahouto NOUMAGNON, à la séance préparatoire (en ligne sur Google Meet) à la signature des contrats des structures gagnantes de l'appel à projets du Projet FAME de Geres et Partenaires.  |
| En 2025   | <p>Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, aux sessions hebdomadaires du Conseil d'Administration (C.A.) au siège du Réseau.</p> <p>Grandes lignes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débats autour des projets PAEG, FCIL, FAME/Geres, appropriation et amendement du Plan Stratégique 2025 – 2029 du RIFONGA-Bénin, divers.</li> <li>- les débats et échanges sur divers projets (PAEG 1, FCIL, UE, GERES...)</li> <li>- études des projets des bénéficiaires du projet PAEG 1</li> <li>- débat et échange sur l'atelier d'archivage</li> <li>- restitution de l'atelier d'archivage aux membres</li> <li>- séance de travail avec l'équipe de 04 membres de CURSO.2</li> <li>- divers.</li> </ul> |
|  |  |

.....



Organisation et animation par « Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, Mme Annick ADJILE AGBIDINOUCOUN et de Mme Sylvie ADJAÏ », de la restitution de l'atelier de formation des structures partenaires de mise en œuvre du PAEG sur l'archivage physique et électronique de documents, (organisé par PAEG, à Bohicon du 25 au 27 février 2025), aux membres du RIFONGA-Bénin à son siège.

#### **RAPPORT DE LA RESTITUTION DE LA FORMATION SUR L'ARCHIVAGE PHYSIQUE ET ELECTRONIQUE**

Suite à la participation de Madame AGBIDINOUCOUN Annick, Mme ZOTTO Solange, Mme ADJAI Sylvie, Mr CODJA Fabien à la formation sur l'archivage du 25 au 28 février à Bohicon, une séance de restitution s'est tenue le lundi 10 mars 2025 de 10 heures à 12 heures 45 minutes au siège du RIFONGA-Bénin. Les participants étaient au nombre de dix-sept (17), dont deux (02) hommes. Le but de la séance était de partager les connaissances acquises durant la formation avec les autres membres du réseau.

La restitution a débuté avec la clarification des concepts clés tels que les archives, l'article, les fonds d'archives et l'instrument de recherche, suivie de la présentation des caractéristiques des archives : l'authenticité, l'intégrité, la fiabilité et l'exploitabilité. La séance s'est poursuivie avec la présentation du module I sur la réglementation de la pratique archivistique au Bénin et à l'international. Il a été aussi abordé l'éthique et les valeurs de l'administration.

Ensuite, le module II de la formation a été présenté, portant sur la gestion des archives physiques. La valeur de cette gestion peut se catégoriser sous deux formes, à savoir : la valeur primaire des archives, car elles sont utilisées à des fins administratives, légales, financières ou probatoires, et la valeur secondaire des archives, qui se définit par la portée scientifique et historique de leur utilisation.

Cette gestion devrait se faire suivant des principes primordiaux tels que le respect des fonds, le respect de la provenance, le respect de l'intégrité des fonds et le respect de l'ordre primitif ou originel. Afin de mener cette action à bien, plusieurs outils sont à utiliser. Il s'agit, entre autres, du répertoire de gestion des archives, du cadre de classement, du calendrier de conservation et du manuel de procédure (maillons de la chaîne archivistique et les acteurs appelés à intervenir au niveau de chaque maillon).

10 Mars

L'archivage se fait suivant un cycle de vie défini en trois étapes. La première est la phase d'activité, où les archives sont considérées comme des archives courantes, la deuxième phase est celle de semi-activité, où elles sont considérées comme intermédiaires, et la dernière est celle d'inactivité, où les archives sont prises comme définitives.

Les modules III et IV ont respectivement abordé la gestion des archives électroniques et l'archivage électronique et le travail collaboratif. De ces modules, il ressort que l'archivage électronique a plusieurs avantages, dont les plus importants sont le gain de temps et l'augmentation de la productivité, la réduction des coûts, la sécurité et la traçabilité, la collaboration et l'accessibilité, le respect des normes et de la conformité légale et la réduction des risques de perte ou de falsification de documents.

L'accent a été aussi mis sur le respect des normes d'archivage physique et électronique, surtout en ce qui concerne les données personnelles, ainsi que sur l'importance de demander et respecter l'avis des participants lors des prises de photos dans les ateliers de formation, de même que le respect des normes de sécurité en ce qui concerne la numérisation des documents.

À la suite de la restitution, plusieurs commentaires et questions ont été posés.

Madame DADJO Antoinette a recommandé de prévoir un système de sécurité (extincteurs) au niveau du local où se trouvent les archives.

Mr KIKI Armand souhaiterait savoir quel est le lien existant entre l'archiviste et le responsable suivi-évaluation. La réponse à sa demande est que le responsable suivi-évaluation est là pour collecter les données, les stocker et les partager, tandis que l'archiviste est spécialisé dans l'archivage des documents physiques et électroniques. C'est une discipline qui recouvre les principes et les méthodes régissant la création, le traitement, la conservation et l'utilisation des archives.

Mme NATABOU Elizabeth a demandé la définition des PSSI et SDSI. Le PSSI est la politique de sécurité des systèmes d'information.

Mme DEGUENON Pierrette voulait savoir la durée des archives courantes, intermédiaires et définitives. La réponse est que les archives courantes durent de 3 à 5 ans, les archives intermédiaires de 5 à 10 ans, et les archives définitives plus de 10 ans.

Mme SAVI Marie-Cécile a souhaité savoir s'il y avait un extincteur prévu pour les archives, compte tenu des risques d'incendie dans les bureaux. Elle a également demandé ce qui est prévu pour le RIFONGA par rapport à la formation. Les réponses à ses questions sont qu'il faut prévoir un système de sécurité pour les archives et que, pour le moment, l'archivage concernera d'abord les documents du PAEG1, puis ceux du RIFONGA.

La Présidente et les membres ont remercié Mme AGBIDINOUCOUN et le reste de l'équipe pour le partage des connaissances reçues sur l'archivage physique et électronique des documents. La Présidente a également exhorté les membres, à leur tour, à faire la restitution auprès de leurs membres au sein de leurs ONG respectives.



29 Avril

Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, Présidente du C. A. de l'Association pour la Promotion de l'Action Sociale et des Initiatives Communautaires (APASIC ONG), Administratrice de Zone Couffo (A.Z. Couffo) de Social Watch Bénin, à la formation et sensibilisation des membres du Comité de plaidoyer des OSC pour le recouvrement des avoirs et de suivi de la gestion des avoirs confisqués et saisis, au Chant d'Oiseau de Cotonou, le 29 Avril 2025, organisée par Social Watch Bénin.

Les grandes lignes :

- les mots de bienvenus du Modérateur de séance, Mr Charles ASSOGBA
  - présentation des objectifs de l'atelier par le Président de SWB, Mr Rigobert OROU GANI,
  - présentation des objectifs de la session par Mr Gervais LOKO,
- OUVERTURE DU 1<sup>er</sup> C.A 2025 de SWB

Les grandes lignes :

- présentation et adoption (amendement) des rapports : moral, technique, financier et le rapport du comité de contrôle,
- présentation (amendement) du PTA 2025 et du plan stratégique 2025 – 2030,
- présentation (amendement) du document d'implication des membres de SWB,
- informations concernant la construction du siège de SWB

- nomination de l'auditeur externe de SWB par l'A.G.,
- divers.

Le rapport physique est présenté par Mme Pamela AGBOZO, Responsable des Projets/Programmes, celui financier est présenté par le RAF de SWB, le rapport moral est présenté par le PCA de SWB, suivi du débat.

Présentation, relecture et amendement du plan stratégique 2026 – 2031 par Mr Jules Adétona AGUESSI, personne ressource, suivi du débat.

Présentation et amendement du document d'implication des membres de SWB par l'A.Z Mono, Mr André FANOUPKE, suivi du débat.

Informations concernant la construction du siège de SWB par le PCA de SWB.



Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, Présidente du C. A. de l'Association pour la Promotion de l'Action Sociale et des Initiatives Communautaires (APASIC ONG), Administratrice de Zone Couffo (A.Z. Couffo) de Social Watch Bénin (SWB), à l'Assemblée Générale Ordinaire et à la célébration des 20 ans de SWB sous le thème « Rôle des OSC dans le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués », à Cotonou, le Majestic.

Les grandes lignes de l'AGO :

- présentation et adoption des rapports : moral, technique, financier et le rapport du comité de contrôle,
- présentation du PTA 2025 et du plan stratégique 2025 – 2030,
- présentation du document d'implication des membres de SWB, Mr Rigobert OROU GANI,

30 Avril

- nomination de l'auditeur externe de SWB par l'A.G.O,
- présentation du plan stratégique
- Lecture et amendement du PV de l'AGO.

Les grandes lignes du lancement :

- accueil des invités
- mot de bienvenu du PCA SWB Mr
- intermède artistique – slam par l'artiste EL SOLO
- allocution de la représentante des ancien-ne-s président-e-s et coordonnatrices de SWB : Mme Huguette AKPLOGAN DOSSA
- projection d'un documentaire : « 20 ans d'engagement citoyen »
- présentation de SWB aujourd'hui

Structuration, plan stratégique 2025 – 2030, projet de construction du siège de SWB

- paroles aux partenaires
- allocution du Représentant de la DDC (Coopération Suisse)
- allocution du DC/MDGL
- photos et interviews.

Social Watch Bénin outille les acteurs de la société civile sur le recouvrement des avoirs illicites : Le Comité de plaidoyer formé à Cotonou grâce au soutien du GIABA

Placée sous le thème: « \*\_Rôle des OSC dans le #Recouvrement des avoirs ou le suivi de la gestion des avoirs confisqués et saisis\*\_ », la 16ème AGO du réseau est officiellement lancée par le Président Rigobert Orou Ganni, après qu'il ait invité l'assemblée à observer une minute de silence en mémoire du feu Abel GBETOENONMON, qui était un membre éminent et respecté de notre réseau.

Assemblée Générale Ordinaire (AGO) couplée avec la Commémoration des #20ans du Réseau Social Watch Benin

Moments forts de présentations et adoption de rapports:

Rapport Moral présenté par le Président Rigobert Orou Ganni

Rapport Technique présenté par le Secrétaire Général,

Rapport Financier présenté par le Trésorier Générale,

Et le Rapport du Comité de Contrôle,

Débats.

ONG Alcrer Wildaf Bénin ONG RACINES Apasic ONG (Bénin) Caritas Bénin: Aimer et Servir. Maison de la Société Civile Association pour la Promotion des Initiatives Locales Apretracta ProBeS ONG ONG RADD-BENIN Rifonga-bénin Rifonga Ong Socialvision Radio SU TII DERA Synergie Paysanne - SYNPA @followers

Social Watch Bénin tient sa 16e Assemblée Générale.

À l'occasion de ses 20 ans d'existence, le Réseau Social Watch Bénin a tenu, ce mercredi 30 avril 2025, sa 16e Assemblée Générale Ordinaire (AGO) au Majestic de Cadjèhoun. Le thème retenu pour cette édition — « Le rôle des organisations de la société civile (OSC) dans le recouvrement des avoirs ou le suivi de la gestion des avoirs confisqués et saisis » — reflète les préoccupations actuelles en matière de gouvernance et de transparence. La rencontre a été ouverte par le président du réseau, Rigobert Orou Ganni, qui a salué la mobilisation des membres et des partenaires, avant de rendre un vibrant hommage à Abel Gbétoénonmon, ancien membre influent du réseau, récemment décédé. Une minute de silence a été observée en sa mémoire.

Au cours de cette AGO, les participants ont échangé sur les mécanismes permettant aux OSC de jouer un rôle actif et crédible dans la surveillance de la gestion des biens confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption. Les discussions ont également permis de faire

le point sur les réalisations du réseau et d'adopter de nouvelles orientations pour renforcer son action.

Plusieurs structures membres — notamment l'ONG Alcrer, WILDAF Bénin, ONG Racines, Caritas Bénin, Radio SU TII DERA, Rifonga-Bénin et Synergie Paysanne (SYNPA) — étaient présentes, aux côtés de partenaires tels que l'Union européenne, la Coopération suisse, les ambassades des États-Unis et des Pays-Bas.

En célébrant ses deux décennies d'existence, Social Watch Bénin réaffirme son engagement en faveur d'une société béninoise plus juste, équitable et transparente. Le réseau entend continuer à faire entendre la voix citoyenne dans les débats publics, en particulier sur la gestion des ressources publiques et la lutte contre l'impunité.

Social Watch Bénin outille les acteurs de la société civile sur le recouvrement des avoirs illicites : Le Comité de plaidoyer formé à #Cotonou grâce au soutien du Inter-Governmental Action Group against Money Laundering in West Africa #GIABA #wasexo

Social Watch Bénin outille les acteurs de la société civile sur le recouvrement des avoirs illicites : Le Comité de plaidoyer formé à Cotonou grâce au soutien du GIABA

Avec l'appui financier du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), Social Watch Bénin a procédé ce mardi au lancement de la phase 1 de l'Atelier national de formation et de sensibilisation des acteurs de la société civile et des médias sur le recouvrement et le suivi de la gestion des avoirs confisqués et saisis. Cette première étape, tenue à Cotonou, a permis de former le Comité de plaidoyer constitué de représentants d'OSC issus des 12 départements du Bénin.

Les acteurs de ce jour ont été renforcés sur des thématiques essentielles telles que les cadres juridiques nationaux et internationaux en matière de recouvrement des avoirs, les techniques de suivi de l'utilisation des ressources restituées, et les approches de plaidoyer efficaces.

Dans son allocution d'ouverture, M. Rigobert OROU GANNI, Président du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin, a souligné que « cette formation marque une étape décisive dans l'engagement citoyen contre l'impunité économique. Grâce au soutien du GIABA, nous renforçons les capacités d'un réseau d'acteurs déterminés à agir pour la restitution et la bonne gestion des avoirs détournés ».

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la subvention pour les Organisations de la Société Civile pour la sensibilisation et le plaidoyer sur le recouvrement et la gestion des avoirs en Afrique de l'Ouest, financée par le GIABA.

La séquence 2 de cette activité sera une formation et sensibilisation d'un public élargi d'une centaine de représentants d'OSC à Cotonou ce 30 avril.

Assemblée Générale Ordinaire (AGO) couplée avec la Commémoration des #20ans du Réseau Social Watch Benin

Placée sous le thème: « Rôle des OSC dans le #Recouvrement des avoirs ou le suivi de la gestion des avoirs confisqués et saisis », la 16ème AGO du réseau est officiellement lancée par le Président Rigobert Orou Ganni, après qu'il ait invité l'assemblée à observer une minute de silence en mémoire du feu Abel GBETOENONMON, qui était un membre éminent et respecté de notre réseau.





30 Mai 2025

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, Conseillère à la Communication et aux TIC du RIFONGA – Bénin, Représentante du Consortium RIFONGA – WANEP – FENEP pour présenter le Programme d'Appui à l'Égalité de Genre (PAEG-1) à la séance de sensibilisation grand public de Mme HOUNKPALODO Houèthédé Germaine, bénéficiaire de PAEG 1, sur << la Prévention des grossesses précoces et orientation des victimes >>, à Adjohoun.

Le samedi 30 Mai 2025, s'est tenue à la maison des jeunes d'Adjohoun, une sensibilisation grand public autour du thème : \*Prévention des grossesses précoces et orientation des victimes.\* organisée par Mme HOUNKPALODO Houèthédé Germaine, bénéficiaire du PAEG1 Zone 3, dans le cadre de l'exécution de son micro projet.

Pour rappel, le Programme d'Appui à l'Égalité de Genre (PAEG-1) est un programme du gouvernement béninois co-financé par la Coopération Suisses au Bénin à 80% et à 20% par le Consortium RIFONGA WANEP FENEP qui couvre les départements de l'Atlantique, du Littoral, de l'Ouémé et du Plateau.

Son objectif est de Renforcer l'égalité de genre au sein de la société béninoise et réduire ainsi de manière durable la vulnérabilité socio-économique des femmes au Bénin.

La première phase du PAEG a démarré en 2022 et prendra fin en 2026.

Ce programme de renforcement de capacités axé sur des formations, sur le coaching et la mise en oeuvre des projets personnels au sein de leur communauté, a formé à travers la zone3, 163 jeunes femmes et femmes en leadership féminin politique.

Après les formations et les coachings, les bénéficiaires ont porté des initiatives pouvant contribuer au développement de leur communauté et améliorer leur visibilité afin d'obtenir leur positionnement sur les listes pour les prochaines échéances électorales.

Tirant leçons des expériences passées, un appui financier ou technique, même modeste peut avoir un effet multiplicateur en permettant aux femmes d'accroître leur visibilité au sein de leur communauté.

Le 30 mai 2025, Mme HOUNKPALODO H. Germaine, a rempli la Maison des Jeunes de Adjohoun autour de son activité : \*Prévention des grossesses précoces et orientation des victimes.\*

Étaient autour de l'heureuse du jour, les personnalités suivantes "le Commissaire: de l'arrondissement de Adjohoun, Mr TOSSOU Séraphin, Mme ADOUNSIBA Jeanne, Présidente de l'association NASSOU, Mr DOSSOU David, Représentant de la Cheffe GUPS de Adjohoun, Mr DJOSSOU Séhou, Chef d'arrondissement d'Adjohoun, (représentant UP-R, et le Maire,) et Mr YELOGBO Lambert, DG des CLCAM la Vallée, les Coachs du PAEG1, les collègues bénéficiaires du PAEG1 et la grande population d'Adjohoun et environs.

Après les mots de bienvenue et l'allocution de la bénéficiaire qui a chaleureusement remercié le gouvernement à travers le MASM, la Coopération Suisse, PARTICIP GmbH, et le Consortium RWF, des allocutions des personnalités présentes, Mme Assiba Solange ZOTTO a eu l'honneur et la responsabilité de représenter le Consortium RIFONGA – WANEP – FENEP pour présenter le Programme d'Appui à l'Égalité de Genre (PAEG-1).

L'ouverture de la séance est faite par le représentant du Maire et la sensibilisation grand public a été animée brièvement à tout de rôle par ces personnalités et plus accentuée par le communiteur en la personne de Mr DOSSOU David.

Des intermèdes artistiques ont meublées la séance très appréciée par le public.

En clôturant l'activité, Mr DJOSSOU Séhou, Chef d'arrondissement d'Adjohoun, après ses remerciements à l'endroit du gouvernement, de la Coopération Suisse, de PARTICIP GmbH, du Consortium RWF, a émis le souhait que le CRWF accompagne la bénéficiaire pour continuer la duplication de la sensibilisation aux seins des établissements scolaires pour plus d'impact car la situation de VBG, et surtout de grossesses précoces est très criard dans la localité.

L'activité a pris fin par la photo de famille et des interviews accordés à la presse par la bénéficiaire.



Participation de l'ONG APASIC, représentée par Monsieur Daniel Koutchika Otchéré, à l'atelier des Diasporas au Développement des Pays de provenance, à l'Université de Montréal.

Introduction :

L'atelier tenu le mercredi 4 juin 2025 à l'Université de Montréal a été l'occasion d'une réflexion approfondie sur le rôle unique des diasporas dans la coopération avec les organismes de solidarité internationale. En tant que représentant de l'ONG APASIC du Bénin, Mr Daniel Koutchika Otchéré a eu l'opportunité de participer à cette rencontre et d'échanger avec différents acteurs engagés dans le développement international.

Objectifs de l'atelier :

L'atelier avait pour objectifs :

- Sensibiliser aux enjeux et aux obstacles de la participation des diasporas au développement des pays d'origine.
- Explorer des solutions concrètes pour une collaboration efficace entre la diaspora et les acteurs locaux.
- Formuler des recommandations pour améliorer la coopération internationale et renforcer les partenariats.

Intervenants et Contributions :

Plusieurs experts ont partagé leur expertise et leurs expériences sur le sujet, notamment :

- Mr Alpha Touré, président du comité d'organisation du Forum International Solidarité et Développement (FSID).
- Mme Catherine Cauchon, Directrice des Programmes Internationaux de Terre Sans Frontière.
- Mme Marie Denise Léger, représentante de l'ONG CECI.
- Mme Sophie Zala Kanza, de l'ONG Carrefour International.
- Mme Marcela Escibano, présidente et conseillère en stratégie internationale de l'ONG Katalizo.

Leurs présentations ont mis en lumière l'importance stratégique de la diaspora dans la coopération internationale, notamment en Haïti, en Afrique subsaharienne et dans d'autres régions du monde.

Enjeux et Freins à la Participation des Diasporas :

La diaspora occupe une place essentielle dans le développement des pays d'origine en raison de ses ressources humaines, économiques et intellectuelles. Cependant, plusieurs obstacles entravent son implication efficace.

Chocs culturels et intégration :

L'un des principaux défis est le choc culturel qui se manifeste lorsque les diasporas tentent de collaborer avec les communautés locales. Les différences dans les normes sociales, les modes de gouvernance et les mentalités peuvent ralentir la mise en œuvre des projets et nuire à la fluidité des échanges. Par ailleurs, il existe parfois une méfiance de la part des populations locales vis-à-vis des membres de la diaspora, les percevant comme des "étrangers" ou des personnes déconnectées des réalités du pays. Ce sentiment peut limiter leur capacité à fédérer les acteurs locaux autour de leurs initiatives.

Barrières administratives et institutionnelles :

L'absence de structures adaptées pour faciliter l'intégration des diasporas dans les stratégies de développement est un autre frein important. Beaucoup de pays n'ont pas de cadre légal permettant à la diaspora d'investir ou de prendre part aux décisions de développement.

Les lourdeurs administratives et bureaucratiques entravent également leur engagement, notamment en ce qui concerne l'accès aux financements, la reconnaissance des compétences, et les autorisations pour la mise en place de projets.

Financement et transparence :

Un des défis majeurs concerne l'accès aux ressources financières. Beaucoup de membres de la diaspora souhaitent investir dans leur pays d'origine, mais l'absence de mécanismes clairs et sécurisés pour transférer des fonds ou financer des projets freine leur souhait.

De plus, la gestion opaque des ressources financières dans certaines organisations locales suscite des préoccupations sur l'efficacité des fonds envoyés, ce qui limite la confiance des bailleurs et de la diaspora elle-même.

Reconnaissance et collaboration :

Malgré leur expertise et leur volonté d'aider, les membres de la diaspora ne sont pas toujours reconnus comme des acteurs incontournables du développement. Certaines institutions locales hésitent à collaborer avec eux, faute de cadre officiel structurant cette coopération.

L'absence de réseaux bien établis entre les diasporas et les gouvernements ou ONG locales limite leur impact et empêche une coordination efficace des initiatives de développement.

Solutions et Recommandations :

Face à ces défis, l'atelier a permis de formuler plusieurs solutions concrètes et recommandations stratégiques pour valoriser le rôle des diasporas et renforcer leur impact :

- Établir des mécanismes de confiance

Il est essentiel de renforcer la confiance entre la diaspora et les acteurs locaux, en créant des espaces de dialogue réguliers et transparents. Cela passe par :

- Des plateformes d'échange où les membres de la diaspora peuvent partager leurs expériences et préoccupations avec les communautés locales.

- Des audits transparents des financements pour rassurer les investisseurs et favoriser des contributions financières durables.

- Des campagnes de sensibilisation visant à changer les perceptions négatives sur l'implication des diasporas.

- Mettre en place un cadre institutionnel et réglementaire

La création d'un cadre légal structurant la participation des diasporas est une nécessité. Cela inclut :

- La reconnaissance juridique des diasporas comme des partenaires du développement.

- L'instauration de politiques gouvernementales adaptées, facilitant leur investissement et leur engagement.

- La mise en place d'un guichet unique au sein des ambassades ou des ministères pour simplifier les démarches administratives des diasporas souhaitant contribuer.

- Encourager l'éducation et la formation des communautés locales :

L'éducation joue un rôle clé dans l'intégration des initiatives portées par la diaspora. Les experts de l'atelier ont recommandé :

- Le développement de formations adaptées aux réalités locales pour renforcer les capacités des communautés et leur permettre de s'approprier les projets initiés par la diaspora.

- L'introduction de modules éducatifs sur la coopération internationale et le rôle des diasporas dans les établissements scolaires et universitaires:

La mise en place de programmes d'échange, permettant aux membres de la diaspora de partager leurs compétences avec les populations locales.

- Renforcer la responsabilité et le suivi des financements.

Afin d'assurer la bonne gestion des fonds et des projets, il est important de :

- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation, pour garantir l'impact des financements et éviter les dérives.
- Encourager la transparence dans la gestion des ressources, en instaurant des systèmes de contrôle indépendants.
- Créer des partenariats avec des institutions financières fiables, permettant à la diaspora d'investir en toute sécurité dans leur pays d'origine.

Favoriser des partenariats entre ONG et diaspora :

Les collaborations entre les ONG locales et les diasporas doivent être renforcées par :

- La structuration de réseaux de coopération, facilitant le partage d'expertise et d'opportunités entre les différents acteurs.
- L'intégration de la diaspora dans les plateformes de solidarité internationale, comme la fédération des OBNL du Canada (AQOCI), afin qu'elle participe activement aux échanges et rencontres stratégiques.
- L'organisation de forums dédiés, permettant aux diasporas de présenter leurs projets et de trouver des partenaires locaux prêts à collaborer.

Perspectives et Opportunités de Collaboration :

- L'atelier du 4 juin 2025 à l'Université de Montréal a été une plateforme stratégique où les discussions ont permis de renforcer la compréhension du rôle de la diaspora dans la coopération internationale. La participation de Mr Daniel Koutchika Otchéré, en tant que représentant de l'ONG APASIC du Bénin a été particulièrement fructueuse, ouvrant la voie à des opportunités de coopération, de programmes et de projets avec plusieurs organismes engagés dans le développement international.

Échanges et Rencontres Clés :

Lors de cette rencontre, Mr Daniel Koutchika Otchéré a eu des échanges constructifs avec plusieurs responsables d'organisations influentes.

L'atelier s'est conclu sur une note d'espoir et d'engagement, avec des perspectives prometteuses pour le Forum International Solidarité et Développement (FSID) prévu les 2 et 3 décembre 2025 à Montréal.



5  
juin

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, Présidente du Conseil d'Administration de l'Association pour la Promotion de l'Action Sociale et des Initiatives Communautaires (ONG APASIC), Administratrice de Zone (Couffo) du Conseil d'Administration du Social Watch Bénin,, à l'atelier de renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) sur le suivi des comptes publics et des données financières de l'Etat, le jeudi 05 Juin 2025, à Grand-Popo et plus précisément à l'hôtel CAMILIO.

L'atelier est organisé par ALCRER dans le cadre du projet de mise à l'échelle des mécanismes de transparence et de redevabilité (ProMeTre) financé par le projet ReFORME/GIZ.

Les grandes lignes :

- Mot de bienvenue du DE / ALCRER
- Mot de circonstance du partenaire de ReFORME / GIZ
- Présentation des objectifs et de l'agenda
- Les mécanismes de transparence et de redevabilité en matière de gestion de la dette publique au Bénin : forces et points à améliorer
- La surveillance de la dette publique par la société civile au Bénin : quelques pistes- Echanges
- Caisse Autonome de Gestion de la Dette (CAGD)
- Présentation de la reddition de comptes publics- Echanges
- Mots de clôture.

Contexte et justification

Dans le cadre des réformes des finances publiques induites par les directives de l'UEMOA sur le nouveau cadre harmonisé des finances publiques et leur internalisation par les pays membres, le Bénin a pris le Décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin. Parmi ses dispositions clés, on peut noter : (i)

l'obligation de publication régulière des documents budgétaires et des rapports d'exécution (Article 44) ; le renforcement des mécanismes de contrôle interne et externe des finances publiques (Articles 50 à 53) ; et la promotion de la participation citoyenne dans le suivi de l'action publique (Article 2).

Les objectifs poursuivis à travers ces réformes sont l'amélioration de l'efficacité de l'action publique, l'instauration d'une véritable transparence dans la gestion des finances publiques, en rendant notamment plus accessibles les documents à destination du Parlement, des citoyens et des partenaires au développement.

A la faveur de ces réformes, les organisations de la société civiles ont la responsabilité et le devoir de participer à l'élaboration et à la gestion des politiques publiques tout en veillant à la bonne exécution du budget et à la promotion de la redevabilité au niveau des différents acteurs.

Cependant, les résultats l'Enquête sur le Budget Ouvert (EBO)1 2023 montrent qu'il existe des opportunités de participation du public au processus budgétaire au niveau de la phase d'élaboration, avec un score de 67/100. Elles sont limitées à la phase d'approbation (vote) et faibles pendant les phases de l'exécution et du contrôle (audit) avec les scores respectifs de 55/100 et 0/100.

La note du Bénin de l'EBO 2023 pour la participation du public de 31 (sur 100) montre que les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire ne sont pas suffisantes. Il importe de travailler à renforcer les principes de participation du public à la politique budgétaire dans les pratiques de l'Exécutif, du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC). Un appel à l'action est lancé aux institutions concernées par les faibles scores observés en vue de l'amélioration de la participation du public.

Selon l'EBO 2023 : « Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public ».

Pour une participation du public de qualité, il revient à la société civile de s'approprier le rapport sur l'exécution de la loi des finances et d'appréhender les outils pertinents pour une analyse judicieuse en vue de pouvoir contrôler l'action publique et effectuer la demande de comptes aux porteurs de responsabilité.

Concernant la transparence dans la gestion de la dette publique, l'implication de la société civile est essentielle pour renforcer les systèmes nationaux de responsabilité. Cela permettra de garantir des pratiques prudentes en matière d'emprunt et de gestion de la dette. La mise en place d'un cadre de travail ou de dialogue entre l'offre et la demande peut permettre d'identifier les faiblesses de la surveillance publique. L'offre se concentre sur les efforts du gouvernement pour divulguer des informations sur la dette publique, y compris les plans d'emprunt, les termes et conditions des prêts, les obligations de service de la dette et les stratégies globales de gestion de la dette.

Selon CABRI, « Il serait vain de parvenir à la transparence de la dette sans assurer un niveau adéquat de responsabilité, car cet échec laisserait la porte ouverte à l'utilisation inefficace ou à la mauvaise utilisation des fonds empruntés et, dans des cas extrêmes, à des pratiques de corruption ».

C'est dans cette optique que l'ONG ALCRER a inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de mise à l'échelle des mécanismes de transparence et de redevabilité (ProMeTRE) financé par le projet ReFORME/GIZ une action visant à définir un mécanisme de suivi par les OSC des comptes publics et des données liées à la dette publique.

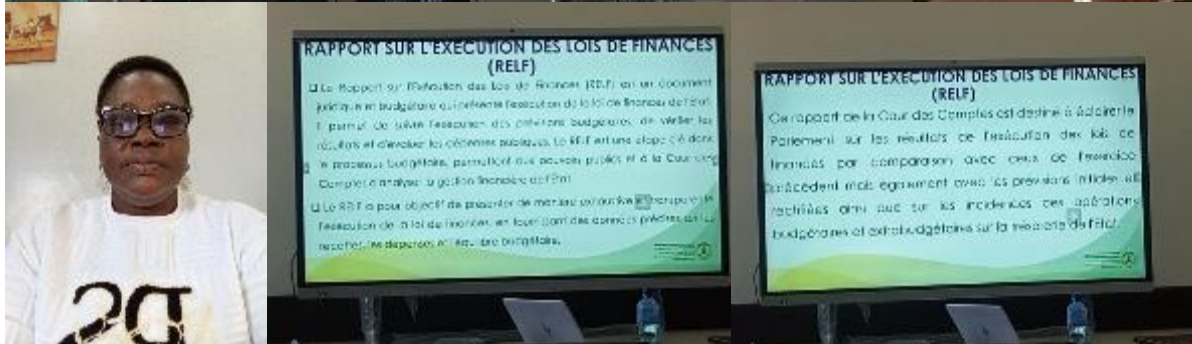
Les présents termes de référence visent à définir les modalités de mise en œuvre de l'activité. L'objectif global de l'activité est d'améliorer la demande de redevabilité des OSC dans le domaine des finances publiques pour une meilleure prise en compte des besoins des citoyens.

De façon spécifique, il s'agira de :

- a. Renforcer les capacités de 20 membres des OSC sur l'analyse et le suivi des données financières de l'État.
  - b. Présenter aux OSC des éléments d'analyse de la loi de règlement et les résultats du Rapport sur l'exécution des lois de finances (RELF)
  - c. Donner des indications aux OSC, sous forme de guide utilisable, pour leur permettre d'avoir un mécanisme de suivi des comptes publics et de la soutenabilité de la dette publique.
- Résultats attendus

A l'issue de la réalisation de cette activité, il est attendu les résultats ci-après :

- a. 20 membres d'OSC sont formés sur le suivi des données financières de l'État.
- b. Des éléments d'analyse de la Loi de règlement et les résultats du Rapport sur l'exécution des lois de finances (RELF) sont présentés aux OSC
- c. Un mécanisme de suivi des comptes de l'État et de la soutenabilité de la dette publique est mis à la disposition des OSC.



30 Juin

Participation de l'ONG APASIC au lancement de la phase 3 du programme de Redevabilité. Le lundi, 30 juin 2025 à l'hôtel Avamè dans le département du Couffo a eu lieu le lancement de la phase 3 du programme de Redevabilité soutenu par la Coopération Suisse au Bénin. Le département du Couffo est le dernier à accueillir les membres de l'Unité de Gestion du programme Redevabilité. Cette séance animée conjointement par le responsable de l'unité, la chargée de communication et la responsable administrative et financière a connu la participation d'une trentaine d'OSC dont l'Association pour la Promotion de l'Action Sociale et des Initiatives Communautaires représentée par M. Mahuto Priscil NOUMAGNON et M. Charlemagne DANSOU. L'honneur est revenu au représentant du Maire de Djakotomey de lancer officiellement la séance. Il était question de présenter le programme Redevabilité.

De manière spécifique le Fonds de Soutien aux Initiatives de Redevabilité (FoSIR) a été présenté. La méthode de financement, les critères d'éligibilité et les procédures de soumission ont été présentés à l'assistance. Des questions ont suivi cette étape pour permettre à l'assistance d'avoir une meilleure compréhension. Notons qu'à l'issue du processus, 25 OSC y compris les OSC constituées en plateforme, réseau seront retenues sur le plan national. Les canevas seront disponibles sur la page Facebook du programme de Redevabilité ou sur la page de la coopération de Suisse dès le 1 juillet 2025. Bonne chance aux soumissionnaires.



Du 28 au 30

Participation de APASIC ONG, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, à la Rencontre du Conseil International du FSM (Forum Social Mondial) sur le Processus d'Organisation du Forum 2026 à Cotonou au Bénin à l'hôtel Casa Del Cielo, sous le thème, « Un autre monde est possible : ». FSM 2026 : top départ officiel à Cotonou pour une mobilisation mondiale ancrée en Afrique.

Le Conseil international du Forum Social Mondial, réuni depuis ce lundi à Cotonou, a ouvert ses travaux par un panel autour d'une question cruciale : « Face à l'impact du changement climatique et de l'agriculture conventionnelle : quelles alternatives ? »

Organisé en format hybride, il a réuni des experts agricoles, militants écologistes, représentants d'organisations paysannes, chercheurs, jeunes leaders et acteurs de la société civile. Tous sont venus débattre d'un enjeu urgent : l'avenir de l'agriculture dans un contexte de bouleversements climatiques grandissants.

En effet, les intervenants ont dressé un tableau alarmant de la situation : sécheresses prolongées, inondations imprévisibles, érosion de la fertilité des sols, perte de biodiversité agricole... Autant de signaux qui montrent combien l'agriculture en Afrique, et en particulier au Bénin est sous pression.

« Si nous continuons à cultiver comme hier, nous risquons de compromettre la sécurité alimentaire de demain », a alerté une intervenante du nord du Bénin, résumant l'inquiétude partagée par l'ensemble des panélistes.

Le panel a clairement remis en question la pertinence de l'agriculture conventionnelle, fondée sur les intrants chimiques et l'extension non maîtrisée des surfaces cultivées, face aux défis climatiques actuels.

Des alternatives crédibles et inspirantes ont permis de mettre en lumière des solutions concrètes : l'agroécologie, les systèmes agroforestiers, la valorisation des savoirs paysans locaux, les semences endogènes résilientes... Plusieurs expériences réussies dans des pays voisins comme le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal ont été citées, illustrant la faisabilité d'une transition agricole.

« L'agroécologie n'est pas seulement une technique, c'est une philosophie. Elle repose sur l'harmonie entre l'homme, la terre et l'environnement », a défendu un représentant de la Convergence Globale des Luttés pour la Terre et l'Eau (CGLTE-OA), partenaire de l'événement.

Le compte à rebours est lancé pour l'organisation du Forum Social Mondial 2026 à Cotonou. Réunis dans la capitale économique béninoise, les membres du Conseil international du FSM, des mouvements sociaux africains et internationaux, des jeunes, des femmes, des communautés rurales ainsi que des représentants de la diaspora ont officiellement entamé, Le lundi 28 juillet 2025, une nouvelle phase du processus d'organisation.

La cérémonie d'ouverture, marquée par une forte participation, a posé les bases d'un processus collectif et inclusif visant à faire du FSM 2026 une édition résolument transformatrice. L'objectif général de cette rencontre est clair : renforcer la dynamique collective du processus FSM, afin que l'édition de Cotonou reflète fidèlement les luttes, les alternatives et les visions portées par les mouvements sociaux du continent et du monde.

Au cœur des travaux figurent cinq axes prioritaires : l'affinement des thématiques du FSM, le renforcement des groupes de facilitation à différents niveaux, l'élaboration d'une stratégie de communication inclusive, l'actualisation de la feuille de route 2025–2026, et enfin le lancement officiel de la mobilisation à travers une conférence de presse.

Dans un discours engagé, Massa Koné, porte-parole de la Convergence Globale des Luttés pour la Terre et l'Eau – Afrique de l'Ouest, a donné le ton :

« Cotonou ne doit pas être un simple point géographique sur la carte du FSM. Cotonou doit incarner un tournant dans l'histoire des luttes sociales et des résistances populaires. »

Appelant à une mobilisation large et coordonnée, il a poursuivi :

« Le FSM 2026, c'est notre affaire à tous : peuples autochtones, paysans, jeunes, femmes, syndicats, intellectuels, diaspora... Nous avons une occasion historique de faire entendre les voix de l'Afrique dans le concert des alternatives mondiales. Alors, que personne ne reste en marge ! »

Il a également salué l'engagement du Bénin à accueillir cette édition :

« Le choix du Bénin est un choix politique fort. C'est un pays de traditions de luttes, de dialogues, et de convergence. Ensemble, faisons de ce Forum un moment fondateur pour les mouvements sociaux du Sud global. »

Un design, mille voix : le FSM 2026 se dévoile en couleurs et en luttes !

Le Forum Social Mondial 2026 franchit une nouvelle étape symbolique avec le dévoilement officiel de son logo.

Pensé comme un emblème fort et fédérateur, ce design incarne la diversité des luttes, la richesse des cultures et l'espoir commun d'un autre monde possible. Chaque élément graphique porte un message : l'unité des peuples, la force du mouvement social et l'ancrage africain du FSM 2026.

Ce logo, désormais visage du processus mondial, marque le lancement visuel de la mobilisation.

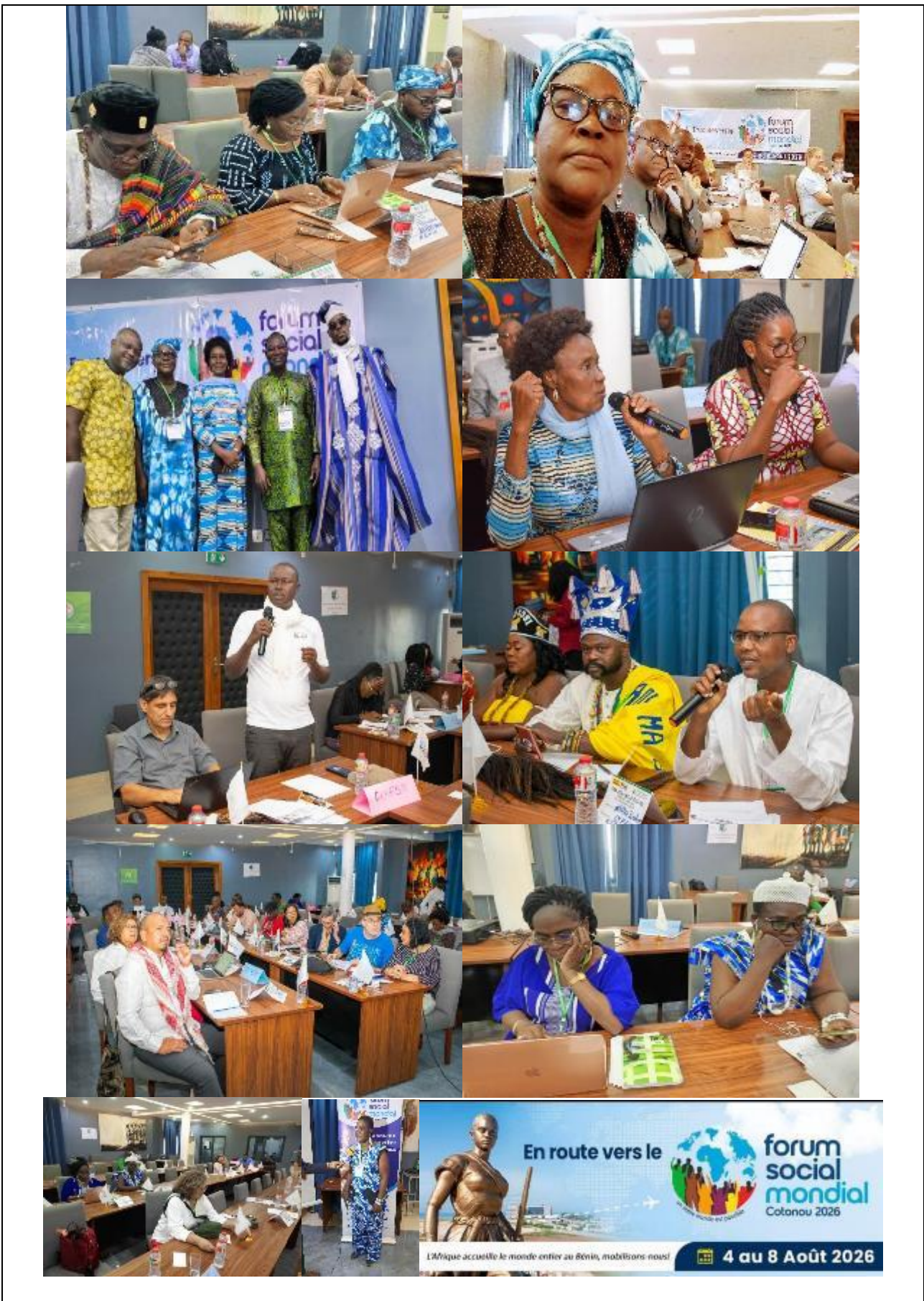
Après cette cérémonie, les travaux se poursuivront pendant plusieurs jours à travers des ateliers thématiques, des rencontres techniques et des échanges sur les stratégies de mobilisation des communautés locales et internationales.

Par ailleurs, la présentation sur l'état d'avancement du processus FSM2026 tant au niveau national qu'international a mis l'accent particulier sur la disponibilité et l'accompagnement du gouvernement béninois dans le processus d'organisation.

Les travaux se poursuivent dans les prochains jours avec des ateliers thématiques, partages d'initiatives locales et propositions concrètes, en vue du Forum Social Mondial 2026 qui se tiendra à Cotonou.







Du 11 au 12 septembre

Participation de APASIC ONG représentée par Mme Germaine Aimée KLIKPA à la formation des Porteurs de projet de l'appel à projets de la phase 3 du Programme Redevabilité du Fosir pour l'AàP 2025, organisée par l'Unité de Gestion du Programme à l'hôtel Dana à Bohicon les 11 et 12 septembre 2025.

La dernière étape de formation des porteurs pre-sélectionnés sur la formulation des demandes complètes a démarré Bohicon au profit de 38 OSC des départements du Zou, Mono, Couffo, Atlantique et Littoral.

La formation est assurée par les experts de l'Unité de Gestion du Programme sur le contenu de la note complète et les spécificités pour l'élaboration du cadre logique et du budget.

Le premier jour est consacré au contenu de la note complète et le 2ème jour à l'élaboration du cadre logique et du budget. Les orientations pour les actions de renforcement de capacités et aux modalités de prise en compte des thèmes transversaux ont été également abordés au cours des deux jours.

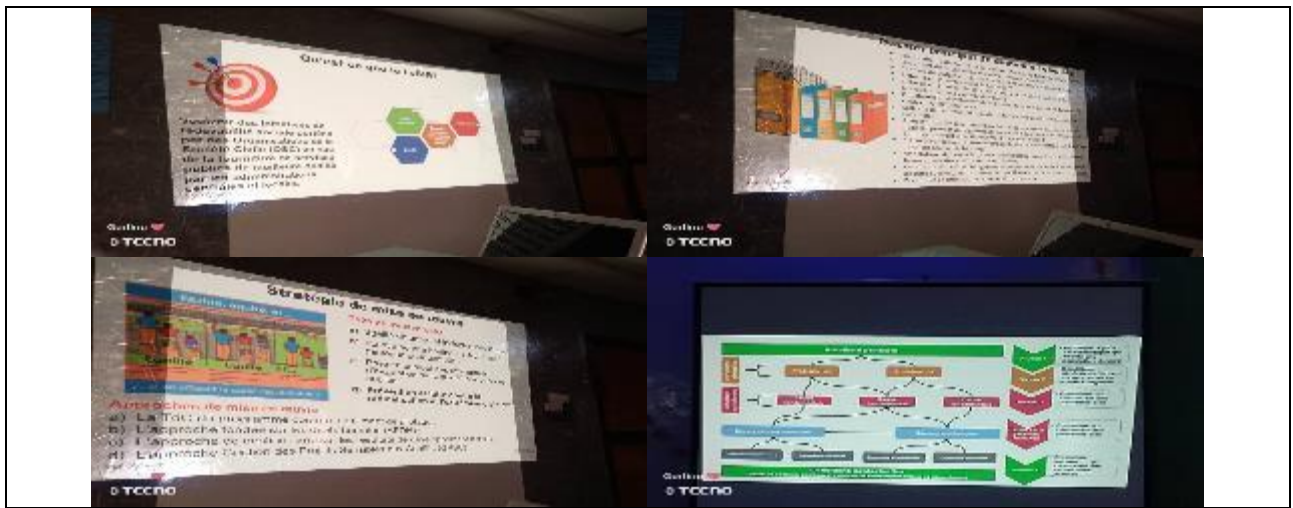
Il faut préciser que la rédaction des documents de projet (note complète) est lancée du 09 septembre au 17 Octobre 2025. Les porteurs ont la possibilité de solliciter les personnes ressources du vivier du programme pour un appui conseil individualisé.

La date limite d'envoi des demandes complètes est fixée au 17 octobre 2025 à 17h par mail à l'adresse [redévabilité.benin@gfa-group.de](mailto:redévabilité.benin@gfa-group.de) avec copie à [camille.yabi@gfa-group.de](mailto:camille.yabi@gfa-group.de).

Les participants ont conscience que seuls les meilleurs porteurs de projet pourront tirer leur épingle du jeu.

A l'issue de la formation; les OSC porteurs de projets formés seront capables de soumettre des projets répondant aux lignes directrices du FoSIR et qui sont pertinents et cohérents avec le cadre logique de la phase 3 du Programme Redevabilité.





**Septembre à décembre**

Participation de APASIC ONG à la soumission de la demande complète de l'appel à projets de la phase 3 du Programme Redevabilité du Fosir pour l'AàP 2025, le 17 octobre 2025.

Le 16 décembre, APASIC ONG a reçu un avis favorable de sa demande complète par le comité d'évaluation pour l'octroi d'une subvention.

Le projet soumis est dénommé : « Renforcement de la Redevabilité pour l'Amélioration des Services de Santé à Djakotomey (Projet 2RA2SD) qui sera mise en œuvre dans le Département du Couffo et plus précisément dans l'Hôpital de Zone d'Aplahoué, Centre de Santé Communal de Djakotomey (Kinkinhoué, Djakotomey I, Djakotomey II) et Centre de Santé d'Arrondissement de Sokouhoué pour une durée de 15 mois.

**12 Décembre**

Participation de APASIC ONG, représentée par Mr Jean K. NOUMAGNAN à l'Atelier départemental de la politique du secteur de l'éducation de PRO REPEM (DEDRAS ONG ET SOCIAL WACH BÉNIN) dans la salle de conférence de la préfecture d'Aplahoué.

Les invités des 06 Communes du département du Couffo ont répondu présents à la séance qui s'est tenue dans la salle de conférence de la préfecture ce jour vendredi 12 décembre 2025.

Le président DJAGNI Vincent a fait l'ouverture de l'atelier suivi des salutations du préfet Mr Christophe H. MEGBEDJI.

Une présentation du projet PRO-REPEM, (conteste, justification de l'étude, méthodologie de la collecte de données et la présentation des résultats de la collecte des enquêtes de l'éducation politique du projet SWEDD conduit il y a trois ans) est faite aux participants.

Sur 25 communes au Bénin pour le projet SWEDD, 4 communes sont bénéficiaires et Aplahoué est une Commune témoin.

Une extension de la mesure d'exonération des frères scolaires pour les élèves filles du second cycle dans les établissements publics tout en renforçant des mesures en faveur des filles est faite.

L'évolution de l'impact sur les filles bénéficiaires du projet SWEDD :

Face aux défis persistants de faible scolarisation, disparité régionales, pauvreté et normes sociales défavorables aux filles, le Bénin a progressivement ajusté ses politiques éducatives. Les résultats de la dernière collecte, qui constituent la présente rencontre, permettent d'approfondir l'analyse des politiques éducatives.

316 élèves, parents et enseignants des quatre Communes bénéficiaires enquêtés sur 18 CEG, 02 lycées et 127 élèves, parents et enseignants de la Commune témoin sur 07 CEG.

Sur l'ensemble de toutes les personnes interrogées, 94,1% ont connaissance des mesures éducatives et 5,9% ont ignorés.

Dans le Couffo 76,7 sont bénéficiaires et 23,3 n'en n'ont pas bénéficiaires. La mesure d'exonération des frais de scolarité ne sont bénéficié que par 56,8% et 43,2% n'en n'ont pas bénéficié. 75,4% des bénéficiaires disent être très motivé suite à la mesure prise et 21,3% déclarent être motivé grâce à la mesure et enfin 3,3% sont neutre de cette motivation de mesures.

Un résumé de quelques préoccupations lors des échanges entre les membres de DEDRAS et les invités :

- pourquoi dans certaines Communes, c'est les parents qui reçoivent l'aide aux bénéficiaires, dans d'autres c'est les enseignants et/ou les apprenants ?
- Comment ces bénéficiaires utilisent les fonds qu'ils reçoivent ? Une question qui a bouleversé la salle dont d'autres ne sont pas d'accord à ce que certains parents et enseignants sont acteurs des fonds au lieu des enfants.
- Qu'est-ce qui s'est passé et on a eu six mois d'arrière ?
- Qu'est ce qu'il faut pour que l'enseignant donne vraiment ce qu'il faut aux apprenants ?
- Et comment faire pour les apprenants qui prennent leurs enseignants comme des ennemis ?

Quelques recommandations :

- le renouvellement du projet qui prend fin en décembre 2025,
- l'institution d'une journée départementale pour la valorisation au niveau local en organisant des ateliers pour les enseignants et ne pas dire journée pour qu'après aller louer les hommes politiques. Il faut vraiment une motivation mais il le faut à partir des résultats,
- des ateliers thématiques seront confiés aux enseignants méritants en célébrant ces enseignants au cours de la journée de l'enseignant,
- sensibiliser les parents sur la valeur des enseignants aux apprenants,
- sensibiliser les parents sur la gestion des fonds issus des transferts monétaires.

Commencée à 10:50, la séance a pris fin à 14:52 à la satisfaction de tous.

Couffo 12 décembre 2025

Le Rapporteur,

Jean K. NOUMAGNAN.





2025

Participation de l'ONG APASIC représentée par quelques responsables et membres à diverses séances virtuelles d'informations, de consultation et de renforcements de capacités (webinaires) sur diverses thématiques par des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

### **III -) DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET LECONS APPRISES**

A l'instar de la plupart des organisations de base, APASIC ONG, très engagée pour le social depuis 25 ans, est confrontée aussi aux difficultés d'ordre organisationnel et financier mais qui n'ont heureusement pas émoussé les ardeurs des membres au point d'empêcher l'ONG APASIC à mener quelques activités prévues pour le compte de l'année 2025.

Malgré la bonne volonté, faute de disponibilité de ressources, nos interventions réduites sur le terrain ont laissé nos bénéficiaires/communautés (surtout les groupements de femmes rurales) sans renforcements de capacités et sans soutien.

Comme solutions pour faire face aux charges de fonctionnement ainsi que la mise en exécution des quelques-unes de nos activités, nous faisons appel à une mobilisation des ressources à travers les cotisations, les souscriptions volontaires des membres, des sympathisants, des connaissances, des collègues et à des efforts de rationalisation des dépenses.

Comme leçons apprises :

- sur le plan de l'efficacité opérationnelle :
  - o la force de la spécialisation : en nous concentrant sur un projet unique, nous avons constaté qu'une allocation ciblée des ressources (humaines et financières) garantit une meilleure qualité d'exécution et un suivi plus proche des bénéficiaires,
  - o adaptabilité face aux imprévus : l'exécution du projet PAEF Aya Gou a révélé l'importance d'avoir des mécanismes de gestion des risques flexibles, permettant de réajuster les activités sans disperser l'énergie de l'équipe.
- sur le plan de l'engagement communautaire :
  - o l'ancrage local comme gage de succès : la réussite de nos interventions repose sur l'implication précoce des leaders communautaires. Leur participation dès la phase de diagnostic a facilité l'appropriation des résultats par les populations de Djakotomey et environs ;
  - o communication bidirectionnelle : nous avons appris que maintenir un dialogue constant avec les bénéficiaires permet de corriger en temps réel les écarts entre les besoins identifiés et les solutions proposées.
- sur le plan du partenariat et du plaidoyer :
  - o la synergie des acteurs : la collaboration avec les services techniques de l'État et d'autres partenaires locaux a démultiplié l'impact du projet, prouvant que les actions isolées sont moins pérennes que les approches concertées ;
  - o visibilité et plaidoyer : le projet PAEF Aya Gou a servi de vitrine pour démontrer l'expertise de APASIC ONG, renforçant ainsi notre crédibilité pour la mobilisation de ressources futures.
- recommandations pour l'exercice futur :
  - o anticipation financière : diversifier les sources de financement pour réduire la dépendance à un seul projet et assurer une continuité d'action plus large ;
  - o digitalisation du suivi : intégrer davantage d'outils numériques pour la collecte de données afin d'améliorer la mesure de l'impact social à long terme.

#### **IV -) LES PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2026**

Les perspectives stratégiques de APASIC ONG pour l'année 2026, passent d'une gestion de projet unique à une dynamique de croissance et de pérennisation.

Nous allons :

- rompre avec la dépendance à un seul financement pour assurer la continuité des actions en diversifiant et mobilisant des ressources ;
- cibler de nouveaux partenaires techniques et financiers en mettant en avant les succès du projet PAEF Aya Gou ;
- explorer des activités génératrices de revenus ou des prestations de services liées à l'expertise de APASIC ONG (formations, conseils) pour renforcer l'autonomie financière.

2026 sera l'année de l'extension géographique et thématique par l'extension du modèle d'intervention réussi à travers PAEF Aya Gou à de nouvelles zones du Bénin.

Nous allons intégrer des thématiques au cœur des priorités nationales et des bailleurs pour 2026, tel que des composantes de protection sociale et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG).

APASIC ONG doit :

- s'affirmer comme un acteur incontournable de la société civile béninoise en s'alignant sur le Plan National de Développement (PAG) et en collaborant étroitement avec les institutions installées au Bénin ;
- renforcer son rôle dans les cadres de concertation locaux pour influencer les politiques publiques au niveau communal ;
- optimiser son fonctionnement interne pour plus de transparence et d'efficacité ;
- mettre en place un système de suivi-évaluation numérique pour produire des rapports d'impact en temps réel, un critère de plus en plus exigé par les partenaires internationaux ;
- lancer un plan de renforcement des capacités pour ses cadres sur la gestion de projets complexes et la réponse aux appels d'offres internationaux.

## **CONCLUSION**

Pour APASIC ONG, l'année 2025 a été une période de concentration stratégique.

Bien qu'un seul projet ait été financé et mis en œuvre, son exécution réussie témoigne de notre volonté de privilégier la qualité et l'impact réel sur le terrain plutôt que la multiplication d'actions dispersées.

Cette expérience unique a permis de renforcer nos capacités opérationnelles et de consolider nos liens avec nos bénéficiaires. Forte des enseignements tirés de cette réalisation, APASIC ONG aborde l'exercice suivant avec une vision clarifiée, prête à diversifier ses partenariats et à passer à l'échelle supérieure pour répondre aux défis croissants de notre mission sociale.

Les projets PAEF Aya Gou et les éditions de U.Pe.B.E.D.Ha sont des réussites de référence.

L'année 2025 a servi à structurer APASIC ONG et a été marqué par un engagement exclusif et profond de APASIC ONG en faveur de la résilience écologique. Les activités du projet PAEF Aya Gou constituent le pilier central de notre stratégie de conservation et de restauration des écosystèmes. Le projet PAEF Aya Gou, a servi de laboratoire pour affiner nos méthodologies d'intervention et renforcer nos indicateurs d'impact environnemental.

Forts de ces acquis, nous projetons pour les années à venir de capitaliser sur ce succès pour étendre notre rayon d'action. APASIC ONG réaffirme sa détermination à œuvrer pour un avenir durable, en diversifiant ses interventions tout en maintenant l'exigence d'une gestion responsable et transparente de notre patrimoine naturel. »

Afin de répondre aux préoccupations de développement, il est très vital pour son existence, que APASIC ONG se bat plus pour la mobilisation des ressources.

Par suite de l'avis favorable reçu dans le cadre de l'appel à projets de la phase 3 du Programme Redevabilité du Fosir pour l'AàP 2025, à sa demande complète par le comité d'évaluation pour l'octroi d'une subvention pour son projet : « Renforcement de la Redevabilité pour l'Amélioration des Services de Santé à Djakotomey (Projet 2RA2SD) qui sera mise en œuvre dans le Département du Couffo et plus précisément dans l'Hôpital de Zone d'Aplahoué, Centre de Santé Communal de Djakotomey (Kinkinhoué, Djakotomey I, Djakotomey II) et Centre de Santé d'Arrondissement de Sokouhoué pour une durée de 15 mois, APASIC ONG clôture l'année 2025 sur une note d'espoir pour l'avenir.

APASIC ONG œuvre encore et toujours pour : Ensemble, mobilisons les bonnes volontés pour l'humanitaire !

**Rapport élaboré par le Bureau Exécutif et validé par  
le Conseil d'Administration.**